

DIRECTION DES ACHATS

Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)

2025MAPA008 - Travaux de curage et de déconstruction de bâtiments sis 19 à 21
rue de Choisy dans la commune de Vitry-sur-Seine (94)

Ce document est la propriété de la Société des grands projets. Toute diffusion ou reproduction intégrale ou partielle est autorisée pour et dans la limite des besoins découlant des prestations du marché conclu avec le titulaire destinataire.

DESTINATAIRE

Candidats à la présente consultation

Pouvoir adjudicateur/Maître d'ouvrage :
SOCIETE DES GRANDS PROJETS
Immeuble Moods
2-4 mail de la petite Espagne
93200 Saint-Denis

Sommaire

1	OBJET DU MARCHE ET DISPOSITIONS GENERALES	4
1.1	Objet du marché	4
1.2	Durée du marché	4
1.3	Délai d'exécution	4
1.4	Prolongation des délais d'exécution	4
1.5	Ajournement des travaux	5
1.6	Caractéristiques du marché	6
1.7	Représentation des parties	6
1.8	Intervenants	6
1.9	Ordres de service	6
1.10	Echanges d'informations et correspondances	7
1.11	Prise en compte du risque de crise sanitaire	7
2	PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	8
3	PRIX	9
3.1	Forme et contenu des prix	9
3.2	Variation des prix	12
4	PREPARATION - COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX	12
4.1	Coordination des travaux - gestion des dépenses communes	12
4.2	Etudes d'exécution	13
4.3	Organisation, déroulement, sécurité et hygiène des chantiers	13
4.4	Garde du chantier et des ouvrages	15
4.5	Dispositions en matière de protection de l'environnement	16
5	MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES DU MARCHE - DELAI DE PAIEMENT	17
5.1	Avances	17
5.2	Présentation des factures / demandes de paiement	17
5.3	Modalités de paiement	18
5.4	Vérification de la conformité des prestations, d'établissement des situations mensuelles (Ediflex) et de présentation des factures (Chorus Pro)	18
5.5	Délai global de paiement du Titulaire	19
5.6	Demande de paiement final-Décompte général-Solde	20
5.7	Travaux modificatifs ou supplémentaires	20
6	PENALITES	21
6.1	Généralités	21
6.2	Pénalités de retard	21
6.3	Autres pénalités	22

6.4	Pénalités relatives à la situation fiscale et sociale - Lutte contre le travail dissimulé - Code du travail	25
6.5	Pénalité en cas de non-respect des obligations relatives aux salariés détachés	26
6.6	Pénalités en cas d'absence aux réunions de chantiers	26
7	SOUS-TRAITANCE	26
7.1	Généralités	26
7.2	Sous-traitance directe	26
7.3	Sous-traitance indirecte	29
8	RECEPTION DES TRAVAUX	29
9	OBLIGATION DU TITULAIRE EN MATIERE DE COMMUNICATION	30
9.1	Interlocuteur	30
9.2	Réunion de lancement	30
9.3	Obligations du Titulaire	30
10	CONFIDENTIALITE	31
11	ASSURANCES	32
11.1	Assurances à souscrire par le Titulaire et à ses frais	32
11.2	Assurance de Responsabilité civile décennale « Ouvrages soumis »	33
11.3	Assurances souscrites par le Maître d'ouvrage et à ses frais	34
11.4	Contrat collectif de responsabilité décennale (CCRD)	35
11.5	Dispositions diverses concernant les assurances	36
12	MODIFICATIONS RELATIVES AU TITULAIRE ET INTERVENANT EN COURS D'EXECUTION DU MARCHE	36
13	CESSION DU MARCHE	37
14	PROHIBITION DES ENTENTES	37
15	CONFLIT D'INTERETS	38
16	INCOMPATIBILITE	38
17	DOCUMENTS A PRODUIRE PAR LE TITULAIRE - PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL	38
18	RESILIATION	43
18.1	Résiliation pour motif d'intérêt général	43
18.2	Résiliation aux torts du titulaire, autres événements, cas particuliers	43
18.3	Exécution aux frais et risques du titulaire	43
19	LANGUE	44
20	REGLEMENT DES DIFFERENDS	44
21	DEROGATIONS APPORTEES AU CCAG-TRAVAUX	45

1 OBJET DU MARCHE ET DISPOSITIONS GENERALES

1.1 Objet du marché

Le présent marché a pour objet la réalisation de travaux de curage et de déconstruction de bâtiments 19 à 21 rue de Choisy situé dans la commune de Vitry-sur-Seine (94).

La Société des grands projets est désignée « l'Acheteur » dans les documents constitutifs du marché, incluant le présent document.

L'emplacement des travaux, la description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) du marché et dans ses annexes.

1.2 Durée du marché

Le présent marché est conclu pour une durée de dix-huit (18) mois à compter de sa date de notification au Titulaire. Il s'achève à l'issue de la garantie de parfait achèvement (GPA).

1.3 Délai d'exécution

Les délais d'exécution de la période de préparation de chantier et de la période d'exécution des travaux sont les suivants :

- Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG-Travaux, 1 mois de préparation, à compter de la notification de l'ordre de service de démarrage de la période de préparation
- 5 mois de travaux à compter de la notification de l'ordre de service de démarrage de la période d'exécution des travaux
- 12 mois à compter de la notification de la décision de réception des travaux pour la garantie de parfait achèvement.

1.4 Prolongation des délais d'exécution

Par dérogation à l'article 18.2.1 du CCAG-Travaux, la prolongation des délais ne peut résulter que d'un ordre de service du maître d'œuvre

Par ailleurs, pour les cas suivants, la Société des grands projets ordonnera la prolongation par ordre de service :

- Un changement du montant des travaux ou une modification de nature ou de l'importance de certaines prestations ;
- Une modification des prestations initialement prévues ;
- Une rencontre de difficultés imprévues au cours de chantier ;
- Un ajournement de travaux décidé par la Société des grands projets ;
- Un retard dans l'exécution d'opérations préliminaires qui sont à la charge de la Société des grands projets ou de travaux préalables qui font l'objet d'un autre marché public.

En vue de l'application éventuelle de l'article 18.2.3 du CCAG-Travaux, le nombre de jours d'intempéries est égal au nombre de jours pendant lesquels au moins un des phénomènes naturels ci-après dépassera

les intensités et durées limites du tableau ci-dessous, pour autant qu'il y ait eu entrave à l'exécution des travaux.

Phénomène	Intensité, limite et durée*	Commentaire
Vent	> 60 km/h par rafale	Décompte des intempéries par demi-journée
Pluie	> 10 mm et > 1h ou > 20 mm sur une journée	Décompte des intempéries par demi-journée
Neige	5 cm sur 24h	-
Température	< -2°C à l'ouverture du chantier	Décompte des intempéries par journée

**La station météorologique utilisée sera celle de Météo France la plus proche du Site.*

Le Titulaire signale à la SGP les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans un délai de quinze (15) jours à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues. Il indique, par la même demande, à la SGP la durée de la prolongation demandée.

La SGP peut alors demander au Titulaire d'adapter ses moyens affectés aux Travaux de manière, autant que faire se peut, à rattraper le retard subi et que soient respectés les délais. Le Titulaire présente à la SGP les moyens supplémentaires déployés et l'impact en résultat sur les prix de réalisation des Travaux.

1.5 Ajournement des travaux

En application de l'article 53 du CCAG-Travaux, si la Société des grands projets décide d'un ajournement des travaux (les décisions d'ajournement et de reprise des travaux sont notifiées par ordre de service par la Société des grands projets), le titulaire qui conserve la garde du chantier a droit à une indemnité d'attente de reprise des travaux.

Celle-ci couvre exclusivement (jusqu'à l'ordre de service de redémarrage) les préjudices suivants :

- les frais que lui impose la garde du chantier ;
- le préjudice qu'il aura subi du fait du coût d'immobilisation des installations, des matériels et des personnels pendant la période d'ajournement ainsi que du manque à gagner dont le titulaire pourra justifier.

La mise en œuvre de l'indemnité d'attente de reprise des travaux prévue par le présent article, conformément à la jurisprudence, reste conditionnée à la fourniture par le titulaire à la Société des grands projets de justificatifs.

A défaut de justificatifs, aucune indemnisation ne pourra intervenir sur la base de cette clause.

Pour rappel, les demandes de mise en œuvre de l'indemnité d'attente de reprise des travaux sont formulées dans le projet de décompte final.

1.6 Caractéristiques du marché

1.6.1 Forme du marché

Il s'agit d'un marché simple.

1.6.2 Allotissement

Le présent marché ne fait pas l'objet d'un allotissement.

1.7 Représentation des parties

Conformément aux articles 3.3 et 3.4.1 du CCAG-Travaux, dès la notification du marché, le titulaire et le maître de l'ouvrage désignent une personne physique, habilitée à les représenter pour les besoins de l'exécution du marché et notifie cette désignation au maître de l'ouvrage ou au titulaire du marché.

En l'attente de cette désignation éventuelle et à défaut, les personnes physiques signataires de l'acte d'engagement (AE) sont seules habilitées à les engager.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire et le maître de l'ouvrage en cours d'exécution du marché.

1.8 Intervenants

En plus du Maître d'ouvrage et du Titulaire désignés, les intervenants principaux sont :

- Le Maître d'œuvre de Déconstruction et Désamiantage (bureau d'études) (désigné Maître d'œuvre dans les pièces du marché) : ANTEA Group - 2/6 Place du Général de Gaulle 92160 Antony ;
- Le Coordinateur Sécurité et Protection de la Santé (CSPS) : NOVICAP - 100 rue Aristide Briand 69800 Saint Priest.
- Le diagnostiqueur : A.J.E Analyses - 19 avenue Marcel Dassault 93370 Montfermeil

1.9 Ordres de service

Conformément à l'article 3.8 du CCAG-Travaux, les ordres de service seront préparés, datés, signés et notifiés par le maître d'œuvre.

Les ordres de service entraînant une modification dans les conditions d'exécution du marché, notamment en termes de délai d'exécution, de durée et de montants, font l'objet d'une validation préalable par le maître d'ouvrage.

1.10 Echanges d'informations et correspondances

Les stipulations du présent article complètent l'article 3.1 du CCAG-Travaux.

La notification au titulaire des décisions ou informations de la Société des grands projets qui font courir un délai, est faite :

- Soit directement au titulaire, ou à son représentant dûment qualifié, contre récépissé ;
- Soit par courrier recommandé avec accusé de réception ;
- Soit par échanges dématérialisés. En effet, les parties peuvent décider de mettre en place un système d'échange de données informatisées en cours d'exécution du marché, sous réserve qu'il présente les mêmes garanties de traçabilité que l'écrit ;
- Soit par tout autre moyen permettant d'attester la date de réception de la décision ou de l'information.

La date de référence prise en compte pour le décompte des délais de réponse ou de traitement de ces informations, est la date de notification (date de réception) des décisions et des informations transmises dans les conditions prévues au présent article.

Cette notification peut être faite à l'adresse du titulaire mentionnée dans les documents particuliers du marché ou, à défaut, à son siège social, sauf si ces documents lui font obligation de domicile en un autre lieu.

Les parties conviennent qu'en cas de conflit entre un écrit sur support papier et un écrit sur support électronique, l'écrit sur support papier prévaut.

1.11 Prise en compte du risque de crise sanitaire

Cet article constitue une clause de réexamen distincte de la clause de réexamen faisant l'objet des stipulations de l'article 54 du CCAG-Travaux.

Le titulaire reconnaît avoir pris en compte, dans la construction de son offre, le risque d'occurrence et l'ensemble des sujétions et contraintes d'une situation d'épidémie, de pandémie ou de crise sanitaire pendant la durée du marché. Il a mis en place une organisation et des moyens lui permettant, en cas de survenance d'une épidémie, pandémie ou d'une crise sanitaire, de poursuivre l'exécution du marché en neutralisant les impacts.

La présente clause de rencontre, telle que délimitée dans le périmètre précisé dans les deux alinéas ci-dessous, constitue une clause de réexamen au sens de l'article R.2194-1 du code de la commande publique. Elle a vocation à gérer les conséquences d'une crise sanitaire qui ne seraient pas couvertes par l'application des prix indiqués dans l'annexe financière du document valant acte d'engagement et cahier des clauses administratives particulières du marché.

Les parties conviennent que les stipulations du présent article ne sont mises en œuvre que dans la mesure où elles sont nécessaires pour faire face aux conséquences, dans l'exécution du présent marché, de l'épidémie et des mesures prises pour limiter cette épidémie.

Dans l'hypothèse d'une éventuelle recrudescence de l'épidémie de Covid 19 ou de nouvelle épidémie ou pandémie liée ou non au Covid 19 (ci-après « crise sanitaire »), les parties conviennent de se rencontrer afin d'évaluer les conséquences, notamment en termes de coûts et de délais d'exécution de ladite crise.

Lorsque le titulaire ne peut pas respecter le délai d'exécution d'une ou plusieurs obligations du marché ou que cette exécution en temps et en heure nécessiterait des moyens dont la mobilisation ferait peser sur le

titulaire une charge manifestement excessive, ce délai est prolongé d'une durée au moins équivalente à celle de l'état d'urgence sanitaire sur la demande du titulaire avant l'expiration du délai contractuel.

Lorsque le titulaire est dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie du marché, notamment lorsqu'il démontre qu'il ne dispose pas des moyens suffisants ou que leur mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive, il ne peut alors se voir appliquer les pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée pour ce motif.

La Société des grands projets peut conclure un marché de substitution avec un tiers sans publicité ni mise en concurrence préalables en application de l'article R.2122-1 du code de la commande publique pour satisfaire ceux de ses besoins qui ne peuvent souffrir aucun retard, sans que le titulaire du marché initial ne puisse engager, pour ce motif, la responsabilité contractuelle de la Société des grands projets ; l'exécution du marché de substitution ne peut être effectuée aux frais et risques de ce titulaire.

2 PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-Travaux, les pièces contractuelles du marché, dont les pièces particulières originales conservées par la Société des grands projets font seules foi, sont les suivantes par ordre de priorité décroissante.

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes :
 - Annexe 1 : Décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) ;
 - Annexe 1.1 : Répartition du montant entre les cotraitants
 - Annexe 2 : Modèle de formulaire de déclaration de sous-traitance (DC4), le cas échéant ;
- Le présent document Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses annexes :
 - Annexe 1 : Convention d'interchange système de facturation EDIFLEX ;
 - Annexe 2 : Attestation sur l'honneur relative à l'absence de motif d'exclusion « obligatoires » des marchés publics (articles R.2144-1 et suivants du Code de la commande publique).
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes :
 - Annexe 1 : Diagnostics plomb, amiante et termites ;
 - Annexe 2 : Déclarations de travaux ;
 - Annexe 3 : Plan prévisionnel d'Installation de Chantier ;
 - Annexe 4 : Planning global de l'opération ;
 - Annexe 5 : Rapport Etude structure ;
 - Annexe 6 : Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) ;
 - Annexe 7 : Plans géomètre ;
 - Annexe 8 : Charte graphique SGP ;
 - Annexe 9 : PGCSPS.
- L'ensemble des pièces constitutives de l'offre technique du titulaire.
- Pièces générales (non jointes) :
 - Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de travaux tel qu'il résulte de l'arrêté du 30 mars 2021 publié au JORF du 1^{er} avril 2021 (CCAG-Travaux) ;
 - La Charte Responsabilité Sociétale des Fournisseurs, dans sa version disponible sur le site internet de la Société des grands projets (lien : [Charte Responsabilité](#))

Sociétale des Fournisseurs).

Pour rappel, aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne pourra s'intégrer au marché. Il en est ainsi sans que cette liste soit exhaustive, des conditions d'achat, des conditions de vente, des conditions figurant sur les factures, des conditions énoncées dans les documents commerciaux.

L'ensemble de ces pièces constitutives est classé par ordre de priorité décroissante. En cas de contradiction entre ces pièces constitutives, cet ordre servira à déterminer la clause qui s'impose aux parties.

NOTA : La notification du marché comprend une copie de l'ensemble des pièces constitutives du marché, à l'exception des documents généraux, qui font l'objet de publication. Elle comprend également, au gré du titulaire, la remise sans frais par la Société des grands projets de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité nécessaire à la cession ou au nantissement du marché.

Conformité des documents contractuels

L'exemplaire original des pièces susvisées, conservé dans les archives de la Société des grands projets, est le seul exemplaire qui fait foi pendant l'exécution du marché.

Tous les documents faisant partie du marché sont réputés cohérents entre eux et complémentaires dans leur ordre de prévalence. L'absence d'énumération d'une annexe au titre du présent article n'a pas pour effet de la rendre inopposable dès lors qu'un document contractuel y renvoie.

Le titulaire a l'obligation de vérifier la documentation mise à sa disposition et de signaler à la Société des grands projets (SGP), dès qu'il en a connaissance, les erreurs, omissions ou contradictions normalement décelables par l'homme de l'art.

Si, en cours d'exécution du marché, le titulaire détecte des manques, omissions, erreurs, imprécisions ou incohérences entre des courriers échangés et le marché, il est de sa responsabilité d'informer immédiatement la Société des grands projets (SGP) de ces manques, omissions, erreurs, imprécisions ou incohérences, sans qu'il puisse s'en prévaloir à défaut.

3 PRIX

3.1 Forme et contenu des prix

3.1.1 Nature des prix

Le présent marché est conclu à prix forfaitaires et les prestations sont réglées suivant la décomposition du prix global et forfaitaire (annexe 1 de l'Acte d'engagement).

Les prix du présent marché sont établis sur la base des conditions économiques du mois « mois zéro » (m0), correspondant à la date de remise des offres et indiqué à l'Acte d'engagement.

3.1.2 Contenu des prix

En complément de l'article 9.1.2 et 9.1.3 du CCAG-Travaux, les précisions suivantes sont apportées en matière de contenu des prix :

- En cas de cotraitance conjointe ou solidaire, les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations de coordination et contrôle effectuées par le mandataire, y compris les frais généraux, impôts, taxes ou autre, la marge pour risque et bénéfice ainsi que tous les frais consécutifs aux mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances des membres du groupement et les conséquences de ces défaillances.
- En cas de sous-traitance, les prix du marché sont réputés couvrir les frais de coordination et de contrôle des sous-traitants par le Titulaire ou les membres du groupement, ainsi que les conséquences de leurs défaillances.

Les prix sont réputés établis en tenant compte, le cas échéant, également de tous les frais, dépenses et sujétions suivants :

- Les frais d'établissement des plans de détail d'exécution, des schémas d'installations, des plans de synthèses nécessaires à l'exécution des travaux ainsi que la fourniture des plans, tirages, documents à remettre à la Maîtrise d'ouvrage ainsi que les frais d'étude pour adaptations et modifications éventuelles pendant la phase d'exécution des travaux.
- Les frais d'établissement des DOE à remettre à la Société des grands projets, y compris rendus partiels lors des opérations de réceptions partielles ou de constats d'achèvement.
- Les frais d'amenée et de repli du matériel.
- Les frais d'outillages nécessaires à la préparation, la confection, la mise en œuvre des ouvrages et installations, y compris les frais résultants des manutentions et chargements que le chantier peut comporter.
- Les frais de transport des matériaux et du matériel au lieu d'emploi et leur manutention dans l'enceinte du chantier.
- Les frais résultants des mesures nécessitées pour la protection des travaux jusqu'à leur réception.
- Les frais résultants des mesures réglementaires ou non intéressant l'hygiène et la sécurité des ouvriers travaillant sur le chantier et plus précisément, celles résultant des règlements du Ministère du travail et des recommandations de l'O.P.P.B.T.P.
- Les frais d'accès au chantier.
- Les installations et repliement de chantier avec entretien en cours et nettoyage en fin de chantier, ainsi que les frais de raccordements aux réseaux des concessionnaires, les frais d'abonnement et de consommation.
- La signalisation du chantier.
- Les frais liés à l'évacuation des boues de balayage par des engins de lavage sur les voies publiques et celles liées à l'évacuation des eaux de ruissellement susceptibles de s'accumuler temporairement
- Toutes les dépenses résultant de l'exécution et de la maîtrise de la qualité des prestations, les frais généraux, les frais de réception et éventuellement les frais de douane, les assurances, les licences et droits d'utilisation de brevets, les impôts et taxes.
- Les contraintes de site nécessitant des précautions particulières pour la protection du personnel, et une mise en place d'installations et d'engins de chantier appropriée pour les manipulations des fournitures.
- Les contraintes de maintien quel que soit le phasage des travaux pour :
 - La circulation piétonne,
 - La circulation routière,
 - Le fonctionnement des activités riveraines,
- Les sujétions imposées par la réalisation de mesures et d'essais de contrôle, que ces opérations soient assurées par les entrepreneurs, la Société des grands projets, ou un organisme extérieur mandaté par la Société des grands projets.
- L'obligation d'assurer le nettoyage et l'entretien permanent des voies publiques aux sorties et alentours du chantier.

- Les sujétions de réfection, de renforcement des ouvrages et voiries existants ou neufs pour les trafics de chantier et définitif.
- Les sujétions liées aux contraintes d'accès de chantier (personnel et matériel) suivant les plans de phasage et plan d'installations de chantier.
- Des frais entraînés par les précautions à adopter compte tenu des ouvrages souterrains (réseaux, etc.), aériens (lignes électriques, etc.) et situés au voisinage du projet, notamment pour les opérations de démolitions et de compactage au-dessus ou à proximité de ces ouvrages.
- Pour les travaux à exécuter au voisinage des lignes électriques, de l'obligation de se conformer aux mesures particulières de sécurité prescrites par la réglementation en vigueur dans les chantiers du Bâtiment et des Travaux Publics.
- Des frais entraînés par le maintien en service des accès livraison, des sorties de secours, des accès pompiers. Des frais liés à la réalisation d'un Référé Préventif (participation aux réunions d'expertise notamment).
- Des frais entraînés par les mesures générales de sécurité à prendre pendant les travaux.
- Des frais résultants des mesures nécessitées par la protection des travaux jusqu'à leur réception.
- Les sujétions liées aux interventions sur le réseau d'éclairage public existant, y compris les frais de consignation.
- Des frais résultants des mesures réglementaires ou non intéressant la sécurité des ouvriers travaillant sur le chantier et plus précisément, celles résultant des Règlements du Ministère de Travail et des recommandations de l'O.P.P.B.T.P.
- Des frais d'assurances prévus à l'article 11 du présent CCAP.
- Des incidences de réalisation sur un site occupé devant rester en activité.

Le Titulaire aura donc prévu dans son offre toutes les dispositions nécessaires afin, le cas échéant d'assurer :

- La sécurité et le confort des habitants des autres bâtiments, et de leurs biens, pendant les travaux ainsi que de tiers.
- L'établissement et l'entretien des installations spécifiques nécessaires à la bonne exécution du chantier.
- La mise en œuvre des mesures de protections nécessaires à l'exécution des travaux propres au marché.

Il est expressément entendu que le Titulaire n'a droit sous aucun prétexte et dans aucun cas à une allocation ou indemnité, ni à aucun supplément ou remboursement en dehors des prix fixés pour les prestations mentionnées dans les CCTP.

Il est précisé que ces prix ont été déterminés en conséquence et comprennent tous les frais que la Société des grands projets entend allouer pour l'exécution parfaite des travaux, conformément aux meilleures règles de l'art.

3.1.3 Unité monétaire

L'unité monétaire retenue dans le cadre de l'exécution du marché est l'**EURO**.

En cas, de non-respect du présent article, la facture dont les prix sont exprimés dans une autre unité monétaire que l'euro, sera rejetée et retournée au titulaire dans les meilleurs délais.

A ce titre, les prix proposés dans l'offre du titulaire sont réputés intégrer les frais relatifs aux taux de change.

3.1.4 Application de la TVA

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché sont exprimés hors TVA.

Les pénalités sont considérées comme des indemnités ayant pour objet de réparer un préjudice subi par la SGP du fait d'un manquement du titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles ; elles sont donc situées hors du champ d'application de la TVA.

Le montant des sommes dues est calculé en appliquant les taux de TVA française conformément à la réglementation française en matière de TVA. Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

Ces dispositions s'appliquent aussi au titulaire à l'égard de ses sous-traitants étrangers payés directement par la SGP. La SGP règle le sous-traitant étranger sur la base d'une facture hors taxe et la TVA afférente au titulaire.

3.2 Variation des prix

Le marché est passé à prix ferme et actualisable.

Le prix sera actualisé uniquement dans l'hypothèse où un délai supérieur à 3 mois s'écoule entre la date d'établissement du prix initial (m0) et la date effective de démarrage (OS) des travaux (m).

Par dérogation à l'article 9.4.3 du CCAG-Travaux, cette actualisation sera effectuée par application, au prix du marché, de la formule paramétrique suivante :

$$P = P0 \times \frac{Im}{Im0}$$

Dans laquelle :

P = prix global et forfaitaire nouveau HT ;

P0 = prix global et forfaitaire initial HT ;

Im = valeur du dernier indice connu à la date de démarrage prévue par l'ordre de service intimant au Titulaire d'exécuter les travaux (m) ;

Im0 = valeur du dernier indice connu à la date de signature de l'offre par le titulaire (m0), telle que figurant dans l'acte d'engagement devenu contractuel.

Cette actualisation ne peut avoir lieu qu'une seule et unique fois, en début de marché.

L'index de référence I, réputé représentatif des travaux à exécuter, est le suivant : (BT01) Index général tous corps d'état.

Les coefficients d'actualisation seront arrondis au millième supérieur.

4 PREPARATION - COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

4.1 Coordination des travaux - gestion des dépenses communes

En cas de groupement conjoint ou solidaire, la coordination des travaux sera assurée par le mandataire du groupement.

La part du contrat revenant à l'entreprise intègre le coût des dépenses communes qui lui incombe selon une répartition organisée par les entreprises membres du groupement et gérée par elles.

En aucun cas la Société des grands projets ne pourra intervenir dans le règlement des différends entre entreprises.

4.2 Etudes d'exécution

Le Titulaire a parfaitement pris connaissance de l'ensemble des pièces techniques sur la base desquelles il a élaboré son offre. Il admet que l'ensemble des études complémentaires, permettant la parfaite réalisation des travaux, procède des études d'exécution à sa charge.

Il constate que les documents qui lui ont été ainsi remis lui permettent de procéder aux études d'exécution qui lui incombent, sans pouvoir élever une quelconque réclamation relative à la qualité ou au caractère suffisant de ces documents.

Le contenu des études d'exécution est détaillé dans le CCTP.

4.3 Organisation, déroulement, sécurité et hygiène des chantiers

4.3.1 Emplacement des installations de chantier

Le Titulaire se doit de respecter les dispositions de l'article 31.1 du CCAG-Travaux en ce qui concerne les installations de chantier. Il est toutefois précisé que le chantier est obligatoirement clôturé.

Le Titulaire doit veiller au nettoyage des voies publiques empruntées par les engins de chantier, et se conformer strictement à la réglementation concernant le nettoyage et la remise en état des voies publiques empruntées par les véhicules et engins de chantier.

Toutes les installations de chantier doivent être conformes aux dispositions légales et réglementaires et être conformes aux plans d'installations de chantier établis et acceptés dans les conditions contractuelles. Le cas échéant, le Titulaire ne peut s'opposer aux nécessités de déplacement des installations de chantier sur demande de la Société des grands projets. Ces déplacements et toutes les sujétions en résultant sont à la charge du Titulaire et réputés inclus dans le montant global et forfaitaire de son marché. Le Titulaire ne pourra prétendre, de ce fait, à aucun supplément de prix ni prolongation de délai.

De même, le Titulaire ne peut s'opposer ni prétendre à un supplément de prix ni à une prolongation de délai si des travaux confiés par la Société des grands projets à d'autres entreprises l'obligent à réduire les emprises mises à disposition de même que si ces travaux nécessitent la modification ou le déplacement des installations de chantier.

Ces installations devront être réalisées avant la fin de la période de préparation.

4.3.2 Mesures particulières concernant la sécurité et la santé

Le Titulaire, ou en cas de groupement, chaque cotraitant, s'engage au respect des lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail dans les conditions définies à l'article 6.1 du

CCAG-Travaux. Le titulaire ou chaque cotraitant s'engage à justifier du respect de ces lois et règlements, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, dans un délai de 8 jours, sur simple demande de la Société des grands projets.

Les mesures ci-après, concernant la sécurité et la santé sont prises par les intervenants conformément aux articles L. 4211-1 et 2, L. 4531-1 à 3, L. 4532-1 à 18 et R. 4532-1 à 4533-7 du Code du travail.

a) Locaux pour le personnel :

Cf. CCTP (article 4.1.3 Installation de chantier - a. Cantonnements de chantier).

b) Plan de sécurité et de santé :

Le chantier est soumis à la mise en place d'un plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé.

Le Plan Particulier de Sécurité et de Santé devra être transmis par le Titulaire au Coordonnateur SPS dans les conditions prévues aux articles R. 4532-56 à R. 4532-76 du Code du travail dans un délai de 30 jours après la notification du marché.

Le Plan particulier de Sécurité et de Santé prend en compte les obligations du Plan général et précise notamment :

- Les mesures prévues pour intégrer la sécurité à l'égard des principaux risques courus par le personnel tant dans les modes opératoires lors de leur définition que dans les différentes phases d'exécution des travaux ; il explicite, en particulier, en fonction du procédé de construction et du matériel utilisé, les moyens de prévention concernant, d'une part les chutes de personnel et de matériaux, d'autre part les circulations verticales et horizontales des engins ;
- Les mesures prévues pour les premiers secours aux accidentés et aux malades ;
- Les mesures concourant à une bonne hygiène du travail et, notamment en complément du projet d'installations de chantier, la consistance et la qualité des locaux pour le personnel.

Le Plan Particulier de Sécurité et de Santé est tenu à jour par le Titulaire qui en signale les modifications au coordonnateur SPS.

Il est tenu constamment à la disposition de l'Inspecteur du travail ainsi que ses mises à jour. Il est conservé par le titulaire pendant une durée de 5 ans à compter de la réception.

Ces conditions s'imposent aux sous-traitants et travailleurs indépendants dans les mêmes conditions. Il appartient au Titulaire de les répercuter.

4.3.3 Signalisation du chantier

La signalisation du chantier dans les zones intéressant la circulation sur la voie publique, sera réalisée par le Titulaire sous le contrôle de la Société des grands projets.

En matière de police du domaine public : le Maire pour la voirie communale ; le Département de Seine-Saint-Denis pour les voiries départementales.

En matière de police de la circulation publique : la police municipale, ou la gendarmerie, ou la police nationale.

Lorsque des déviations d'itinéraires sont nécessaires, le Titulaire prend à sa charge la mise en place et l'entretien de la signalisation correspondante, sous le même contrôle que ci-dessus.

4.3.4 Utilisation des voies publiques et des voies internes hors emprise chantier

Les stipulations de l'article 34 du CCAG-Travaux sont applicables.

Par dérogation à l'article 34.1 du CCAG-Travaux, les contributions ou réparations éventuellement dues pour les dégradations causées aux voies publiques par des transports routiers ou des circulations résultant d'engins de chantier exceptionnels sont entièrement à la charge du titulaire responsable.

4.3.5 Autorisations administratives

Par dérogation à l'article 31.3 du CCAG-Travaux, le Titulaire fera son affaire de la délivrance des autorisations administratives qui concernent et sont nécessaires pour son marché (autorisations d'occupation temporaire du domaine public ou privé, permissions de voirie, autorisations de survol par grue de propriétés voisines, ancrages ...).

4.3.6 Maintien des communications et de l'écoulement de l'eau

Le Titulaire sera tenu de prendre toutes les dispositions et d'exécuter tous les travaux nécessaires destinés à assurer la continuité de fonctionnement des réseaux pendant toute la durée des travaux. Ces opérations seront aux frais du Titulaire.

Le Titulaire devra prendre contact avec les Concessionnaires pour que ces derniers réalisent les travaux de dévoiements des réseaux situés dans l'emprise de travaux, y compris remise en état en fin de chantier.

4.3.7 Garde du chantier en cas de défaillance du titulaire

En cas de défaillance du Titulaire, la garde du chantier pourra être exécutée aux frais et risques de ce dernier.

4.4 Garde du chantier et des ouvrages

Le Titulaire est responsable de la garde du chantier et des ouvrages à compter de l'ordre de service de démarrage de la période de préparation jusqu'à la réception des travaux.

En cas de dégradation ou de vol ou de tout autre préjudice, quelle que soit son ampleur, sa cause ou sa provenance, il doit procéder à la réparation ou au remplacement des équipements au titre du Marché, sans modification du prix ou du délai, et fait son affaire des recours contre les auteurs éventuellement identifiés.

Le Titulaire est responsable de ses ouvrages, des matériaux et matériels et des équipements jusqu'à la réception des travaux, même s'ils sont utilisés provisoirement pendant le chantier par d'autres intervenants. Le Titulaire doit donc protéger les ouvrages et équipements dont il a la garde notamment contre les risques de vol et de détérioration.

Le Titulaire a également la garde des équipements mis à sa disposition par le Maître d'ouvrage jusqu'à la réception des travaux et doit leur appliquer les mesures de protection contre les risques de vol et de détérioration équivalentes à celles appliquées aux ouvrages et équipements qu'il a installés. Le coût de remplacement de tout équipement mis à la disposition du Titulaire et détérioré par sa faute lui sera facturé ou déduit de ses paiements.

4.5 Dispositions en matière de protection de l'environnement

4.5.1 Dispositions générales

Le Titulaire, ou chaque cotraitant en cas de groupement, s'engage au respect des lois et règlements relatifs à la protection de l'environnement dans les conditions définies à l'article 7 du CCAG-Travaux. Le titulaire ou chaque cotraitant s'engage à justifier du respect de ces lois et règlements, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, dans un délai de 8 jours, sur simple demande de la Société des grands projets.

4.5.2 Mesures relatives à la gestion des déchets de chantier

Par dérogation à l'article 36.2.1 du CCAG Travaux, le Titulaire communique à la Société des grands projets, dans un délai de 4 semaines à compter de l'OS de démarrage de la période de préparation de chantier, un schéma d'organisation et de gestion des déchets précisant notamment la méthode de prévention de la production des déchets, la méthode de tri, les installations de valorisation, de traitement et d'élimination des déchets, la traçabilité des déchets, les moyens humains mobilisés sur la thématique des déchets et notamment la personne qui sera désignée responsable des déchets ainsi que les mesures de sensibilisation du personnel.

Conformément à l'article 36.2.2 du CCAG Travaux, afin que la Société des grands projets puisse s'assurer de la traçabilité des déchets et matériaux issus du chantier, le titulaire lui fournit les éléments de cette traçabilité, notamment grâce à l'usage de bordereaux de suivi ou de dépôt des déchets de chantier. Ainsi, le titulaire remet à la Société des grands projets les constats d'évacuation des déchets signés contradictoirement par le titulaire et les gestionnaires des installations autorisées ou agréées de valorisation ou d'élimination des déchets. (Conformément à l'article 4.5 Gestion des déchets du CCTP).

4.5.3 Dommages divers causés par la conduite des travaux ou les modalités de leur exécution

En complément de l'article 35 du CCAG-Travaux, le Titulaire supporte seul les conséquences pécuniaires des dommages de toute nature qui pourraient être causés à des tiers, y compris ses sous-traitants et les autres entreprises intervenant sur le même chantier, du fait de la réalisation des travaux et prestations objet du marché.

La réception, prononcée avec ou sans réserve, ne fait pas obstacle à ce qu'un recours puisse être exercé à l'encontre de l'entreprise titulaire, en cas de réclamation auprès de la Société des grands projets en raison de tous dommages matériels, immatériels et/ou corporels subis par des tiers, même si au jour de la réception lesdits dommages ne sont ni apparents ni connus.

Le Titulaire est responsable de la conservation des existants. Le Titulaire prendra soin de faire constater à la Société des grands projets les dégradations et l'état de l'existant avant son intervention dans une zone. Il mettra en œuvre toutes les mesures nécessaires et notamment les protections afin de préserver les existants.

Il est responsable de toute dégradation qui serait constatée, sauf à démontrer que la dégradation est imputable à un tiers et prendra à sa charge les frais de réparation sur présentation de devis par la Société des grands projets, sauf à ce qu'il intervienne lui-même pour procéder aux réparations après acceptation par la Société des grands projets de la solution proposée.

5 MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES DU MARCHE - DELAI DE PAIEMENT

5.1 Avances

Par dérogation à l'article 10.1 du CCAG-Travaux, il n'est pas versé d'avance.

5.2 Présentation des factures / demandes de paiement

Conformément aux dispositions des articles L.2192-1 à L.2192-7 du code de la commande publique, le titulaire du marché ainsi que ses éventuels sous-traitants admis au paiement direct, transmettent leurs factures sous forme électronique, via la solution mutualisée mise à disposition par l'Etat et dénommée « Chorus Pro ».

Les factures doivent être conformes à la norme de facturation électronique fixée par la décision (UE) 2017/1870 de la Commission européenne du 16 octobre 2017 concernant la publication de la référence de la norme européenne sur la facturation électronique et de la liste des syntaxes en vertu de la directive 2014/55/UE du Parlement européen et du Conseil.

Seules les factures électroniques réceptionnées conformément aux dispositions précitées seront acceptées par la Direction des services comptables de la Société des grands projets. Toute facture ne respectant pas les modalités techniques de dépôt et de transmission visées ci-dessus sera rejetée et retournées au titulaire.

Outre les mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires en vigueur, les factures devront être datées et comporter impérativement les mentions précisées à l'article D.2192-2 du code de la commande publique, dont notamment :

- la référence du marché ;
- le numéro d'engagement qui sera fourni par la Société des grands projets lors de la notification du présent marché ;
- le numéro de SIRET et les coordonnées bancaires ;
- les tarifs unitaires hors TVA applicable ;
- le montant total HT ;

- le taux et le montant de la TVA ;
- le montant total TTC.

Toute facture d'acompte ou de solde doit expressément indiquer, par ailleurs, le détail des calculs, avec justifications à l'appui, des coefficients d'actualisation des prix le cas échéant.

A défaut, la facture sera rejetée et le délai de paiement en conséquence interrompu.

Les factures ne pourront pas être établies avant le dernier jour de la période considérée.

5.3 Modalités de paiement

Les paiements seront effectués par virement au compte indiqué par le titulaire à l'article 5 de l'Acte d'engagement.

5.4 Vérification de la conformité des prestations, d'établissement des situations mensuelles (Ediflex) et de présentation des factures (Chorus Pro)

La Société des grands projets met en œuvre une procédure de vérification de la conformité des prestations, d'établissement des situations mensuelles et de présentation des factures.

L'outil informatique permettant d'établir les situations mensuelles est Ediflex.

Cet outil est utilisé pour la saisie et la transmission du Projet de décompte mensuel par le Titulaire, l'acceptation ou la rectification de ce Projet par le Maître d'œuvre ainsi que l'acceptation ou la rectification par le Maître d'Ouvrage, l'édition de fac-similés de factures du Titulaire et de ses sous-traitants directs, la gestion des régimes de TVA, de l'actualisation des prix, la mise en œuvre des règles applicables aux marchés passés par la SGP et la traçabilité des documents dans le circuit des intervenants et leur date de validation.

Le Titulaire s'engage à respecter la convention d'interchange du système de gestion dématérialisé de la facturation Ediflex annexée au présent CCAP (annexe 1).

L'outil informatique de présentation des factures est Chorus Pro.

Ediflex et Chorus Pro, tout en étant complémentaires dans la chaîne de la dépense de la Société des grands projets, répondent à deux objectifs distincts :

- Ediflex permet le suivi mensuel d'exécution des prestations faisant l'objet de la situation de paiement ;
- Chorus Pro, plateforme de dépôt des factures, permet le suivi du paiement des factures.

5.4.1 Etablissement des situations mensuelles dans Ediflex

La durée de la procédure de vérification est de quinze (15) jours à compter du dépôt sous Ediflex.

Le règlement des comptes s'effectue conformément aux stipulations des articles 12.1.1 et 12.2 du CCAG-Travaux, avec les précisions suivantes :

- à compter du 25 de chaque mois, le Titulaire établit dans Ediflex un projet de décompte mensuel (appelé Situation de travaux dans la convention d'interchange annexée au CCAP) établissant le montant total des sommes auxquelles il prétend du fait de l'exécution des prestations du Marché, tout en précisant les parts relatives à chacun des sous-traitants directs ;
- par dérogation à l'article 12.2.2 du CCAG-Travaux, le Titulaire prend connaissance de l'état d'acompte mensuel via Ediflex.

5.4.2 Présentation des demandes de paiement dans Chorus Pro

Conformément aux dispositions des articles L. 2192-1 à L. 2192-7 du code de la commande publique, le Titulaire transmet, uniquement lorsque la situation Ediflex a été validée par le Maître d'ouvrage, ses factures sous format électronique via la solution mutualisée mise à disposition par l'Etat et dénommée Chorus Pro.

Les factures doivent être conformes à la norme de facturation électronique fixée par la décision (UE) 2017/1870 de la Commission européenne du 16 octobre 2017 concernant la publication de la référence de la norme européenne sur la facturation électronique et de la liste des syntaxes en vertu de la directive 2014/55/UE du Parlement européen et du Conseil.

Le montant de la facture déposée dans Chorus Pro doit être strictement égal au montant de la situation validée dans Ediflex.

Nota - dans l'attente de la mise en production de l'interface entre les systèmes Ediflex et Chorus Pro, il est précisé que le Titulaire doit déposer dans Chorus Pro sa facture interne issue de son logiciel comptable (et non sa situation validée dans Ediflex).

Seules les factures électroniques réceptionnées conformément aux dispositions précitées sont acceptées par l'agence comptable. Toute facture ne respectant pas les modalités techniques de dépôt et de transmission visées ci-dessus est rejetée et retournée au Titulaire.

Tout en portant les mentions obligatoires prescrites par les dispositions législatives ou réglementaires en vigueur, les factures doivent être datées et comporter impérativement les mentions précisées à l'article D.2192-2 du code de la commande publique, notamment :

- les références du Marché ;
- le numéro d'engagement.

5.5 Délai global de paiement du Titulaire

Conformément aux dispositions des articles R. 2192-10, R. 2192-12 et R. 2192-17 du code de la commande publique, il est précisé que le délai de paiement de trente jours des factures présentée par le Titulaire court à compter de la date de réception de la facture conforme dans Chorus Pro, sous réserve que sa situation mensuelle ait été préalablement validée par la SGP dans Ediflex.

Le montant de la facture devant être strictement égal au montant de la situation validée, le dépôt de la facture dans Chorus Pro ne peut être fait antérieurement à cette validation.

Pour chaque facture, le délai de paiement peut être interrompu une fois dans les conditions prévues aux articles R. 2192-27 et suivants du code de la commande publique. La suspension du délai de paiement fait l'objet d'une notification au Titulaire par tout moyen permettant d'attester une date certaine de réception.

En cas de retard de paiement, le Titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander et sans autre formalité, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement (fixée à quarante euros). Le taux des intérêts moratoires est calculé conformément aux dispositions fixées par les articles R. 2192-31 et suivants du code de la commande publique.

Il est précisé en outre que le Titulaire doit avertir sans délai le Maître d'ouvrage de ses changements de domiciliation bancaire et produire à cet effet les pièces justificatives correspondantes.

5.6 Demande de paiement final-Décompte général-Solde

Le règlement des demandes de paiement finales et l'établissement du décompte général se déroulent selon les stipulations des articles 12.3.1 et 12.3.3 et suivants du CCAG-Travaux, avec les dérogations suivantes.

Le décompte final ainsi que le décompte général définitif sont établis via Ediflex.

Par dérogation à l'article 12.3.2 du CCAG-Travaux, le Titulaire transmet via Ediflex son projet de décompte final au Maître d'œuvre et à la Société des grands projets dans un délai de quarante-cinq jours à compter de la date de notification de la décision de levée de la dernière réserve à la réception ou, le cas échéant, de la fin de l'un des délais de trente jours fixés aux articles 41.1.3 et 41.3 du CCAG-Travaux.

Par dérogation à l'article 12.4.2 du CCAG-Travaux, le représentant du Maître d'ouvrage transmet au Titulaire (via Ediflex) le décompte général validé soixante jours à compter de la date de réception par le Maître d'œuvre de la demande de paiement finale transmise par le Titulaire.

Si le représentant du Maître d'ouvrage ne notifie pas au Titulaire le décompte général dans les délais spécifiés ci-dessus, ce dernier lui transmet son projet de décompte général signé.

Par dérogation à l'article 12.4.4 du CCAG-Travaux, le Maître d'ouvrage dispose d'un délai de soixante jours à compter de la réception du projet de décompte général établi et signé par le Titulaire pour notifier le décompte général à ce dernier. A défaut, le Titulaire adresse au représentant du Maître d'ouvrage une mise en demeure d'y procéder.

L'absence de notification au Titulaire du décompte général signé par le représentant du Maître d'ouvrage, dans un délai de trente jours à compter de la réception de la mise en demeure, ne vaut pas acceptation par le Maître d'ouvrage du projet de décompte général notifié par le Titulaire. Le Titulaire peut saisir le tribunal administratif compétent en cas de désaccord.

5.7 Travaux modificatifs ou supplémentaires

Par dérogation à l'article 13.5 du CCAG-Travaux, le Titulaire est réputé avoir accepté les prix provisoires et les délais fixés par ordre de service si, dans le délai de 15 jours à compter de la notification de l'ordre de service, il n'a pas présenté d'observation au maître d'œuvre en indiquant, avec toutes justifications utiles, les prix et le délai qu'il propose. En tout état de cause, les travaux devront être réalisés conformément à l'ordre de service.

6 PENALITES

6.1 Généralités

L'exécution du marché peut entraîner l'application de pénalités par la Société des grands projets sur les sommes dues au titulaire.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-Travaux et sauf dérogation explicite dans le présent document, et en cas de manquement aux obligations contractuelles par le titulaire, l'application des pénalités sont dues de plein droit à la Société des grands projets sans qu'une mise en demeure préalable ne soit obligatoire.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-Travaux, les pénalités s'appliquent dès le premier euro. La Société des grands projets peut toutefois, par décision motivée, décider de ne pas appliquer les pénalités.

Les pénalités sont cumulables. Elles sont plafonnées à **10 %** du montant total hors taxes du marché.

Ce plafonnement ne s'applique pas aux pénalités prévues aux articles 6.4 [*Pénalités liées à la situation fiscale et sociale - Lutte contre le travail dissimulé - Code du travail*] et 6.5 [*Pénalité en cas de non-respect des obligations relatives aux salariés détachés*] du présent document.

Les décomptes de pénalités sont notifiés de façon écrite et expresse au titulaire et précisent la partie pénalisable des travaux prévus au marché.

Le terme, normal ou anticipé, des relations contractuelles n'a pas d'incidence sur l'exigibilité des pénalités dues par le titulaire au titre de toute obligation contractuelle valablement formée pendant la durée de validité du marché.

6.2 Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 19.2 du CCAG-Travaux, lorsque les délais contractuels prévus au marché (période de préparation et période d'exécution des travaux), sont dépassés du fait du titulaire, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, des pénalités calculées au moyen de la formule ci-dessous :

$$P = \frac{V \times R}{30}$$

Dans laquelle :

P = montant de la pénalité de retard ;

V = valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard ou de l'ensemble des prestations, si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;

R = nombre de jours de retard.

Les jours de retard pour le calcul de l'ensemble des pénalités s'entendent en jours calendaires.

La période d'application de l'ensemble des pénalités correspondantes commence le jour suivant l'expiration dudit délai et s'achève le jour de la date réelle d'exécution de la prestation (preuve pouvant être apportée par le titulaire sur simple demande de la Société des grands projets).

Le titulaire n'est pas responsable des retards en cas de faute de la Société des grands projets prouvée par le titulaire. Dans cette hypothèse, les délais d'exécution des obligations du titulaire sont reportés de la durée du retard imputable à la Société des grands projets.

6.3 Autres pénalités

Les pénalités suivantes seront appliquées et retenues sur le décompte mensuel du titulaire :

<u>Domaine</u>	<u>Fait déclencheur</u>	<u>Montant de la pénalité</u>
<u>Remise de documents</u>	Retards pour la remise de documents nécessaires (plans, notice, calendriers, divers documents...) à la préparation, à l'exécution des prestations ou après l'exécution des travaux	Pénalité par jour calendaire de retard : 250€
	Découverte d'un sous-traitant non déclarée	Pénalité par infraction constatée : 5 000€
	Retard dans la remise des attestations d'assurance	Pénalité par jour calendaire de retard : 250€
	Retard dans la remise des Plan d'Exécution des Ouvrages après mise en demeure	Pénalité par jour calendaire en défaut : 750€
	Non-mise à disposition du journal de chantier à jour.	Pénalité par jour calendaire en défaut : 100€

<u>Domaine</u>	<u>Fait déclencheur</u>	<u>Montant de la pénalité</u>
<u>Exécution des travaux</u>	Non-respect du délai fixé pour la levée des réserves assorties au procès-verbal de réception	Pénalité par jour calendaire en défaut : 500€
	Retard dans le démarrage du chantier	Pénalité par jour calendaire de retard : 500 €
	Retard dans l’affichage du panneau de chantier et/ou non-respect de la charte graphique SGP	Pénalité par jour calendaire de retard : 200 €
	Retard dans la remise des DOE et dossiers de récolement après mise en demeure	Pénalité par jour calendaire en défaut : 750€
	Retard dans la remise des comptes-rendus de réunion	Pénalité par jour calendaire de retard : 200 €
	Retard dans le repliement des installations de chantier	Pénalité par jour calendaire de retard : 500 €
	Non-respect des dispositions prévues par le CCTP concernant le maintien de la circulation routière, le maintien de la largeur minimum du cheminement des piétons et des accès des riverains	Pénalité forfaitaire par infraction constatée : 1 000 €
	Travaux sur le domaine public : - sans signalisation et/ou protection efficace, - avec trouble de la circulation publique autour du chantier - Arrêt ou stationnement des véhicules de chantier (ou véhicule du personnel de travaux) hors de l’emprise des travaux. En cas de manquement pour un seul des dispositifs de signalisation temporaire de jour comme de nuit ainsi que pour un seul des dispositifs de sécurité (barrière métallique, etc.), constaté par le Maître d’œuvre, le Maître d’Ouvrage ou un de ses représentant.	Pénalité par infraction constatée : 500€ (ne vient pas en substitution des amendes prononcées par l’autorité compétente)

<u>Domaine</u>	<u>Fait déclencheur</u>	<u>Montant de la pénalité</u>
	Non-évacuation des déchets amiantés dans un délai maximum de 5 jours ouvrés à partir de la fin des travaux de désamiantage	Pénalités par jour calendaire de retard : 1 000 €
<u>Environnement</u>	Non-respect des dispositions du CCTP	Par infraction constatée : 2 000€
	Bruits de chantier au-delà des horaires réglementaires	Par infraction constatée : 500€
<u>Hygiène et sécurité</u>	Non-respect des prescriptions relatives à la sécurité, au gardiennage, à l'hygiène et la signalisation générale du chantier	Par infraction constatée : 500 €
	Dépôt de matériels, matériaux, gravats en dehors des zones prescrites à cet effet	Par infraction constatée : 2 000 €
	Non-respect du maintien en parfait état de propreté et de sécurité des voiries et cheminements piétons aux abords du chantier	Pénalité par jour calendaire de retard : 1 000 €
	Retard dans l'évacuation des gravats au-delà du délai fixé par la mise en demeure du Maître d'œuvre	Pénalité par jour calendaire de retard : 1000 €
	Retard dans l'évacuation des déchets amiantés au-delà du délai fixé dans le CCTP	Pénalité par jour calendaire de retard : 1 000 €
	Non-respect de la gestion des déchets issus du curage comme prévu à l'article 4.5.2 du CCTP	Par infraction constatée : 2 000 €

<u>Domaine</u>	<u>Fait déclencheur</u>	<u>Montant de la pénalité</u>
	Travaux sur le domaine public : - sans signalisation et/ou protection efficace, - avec trouble de la circulation publique autour du chantier - Arrêt ou stationnement des véhicules de chantier (ou véhicule du personnel de travaux) hors de l'emprise des travaux. En cas de manquement pour un seul des dispositifs de signalisation temporaire de jour comme de nuit ainsi que pour un seul des dispositifs de sécurité (barrière métallique, etc.), constaté par le Maître d'œuvre, le Maître d'Ouvrage ou un de ses représentant.	Pénalité par infraction constatée : 500€ (ne vient pas en substitution des amendes prononcées par l'autorité compétente)
	Brûlage sur le chantier En cas de non-respect des dispositions contractuelles et du plan d'installation de chantier validé	Pénalité par infraction constatée : 2 500 €

6.4 Pénalités relatives à la situation fiscale et sociale - Lutte contre le travail dissimulé - Code du travail

1. En cas de retard dans la remise des justificatifs et attestations prévus par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur, notamment aux articles D.8222-5 et suivants et D.8254-2 du code du travail, une pénalité de 500 € par jour calendaire de retard et par document est encourue, sans mise en demeure préalable. La pénalité est également encourue dans les mêmes conditions pour le défaut de production périodique desdits justificatifs et attestations pour les sous-traitants directs et indirects.

2. En outre, en cas de manquement présumé du titulaire à ses obligations au regard de la réglementation applicable à la lutte contre le travail dissimulé, le titulaire encourt une pénalité de 500 € par jour de retard jusqu'à la régularisation de sa situation.

3. En cas de manquement à l'obligation édictée par l'article L.1262-4-1 I. 2^{ème} alinéa du code du travail, une pénalité de 5 000 € par jour calendaire de retard et par omission de déclaration ou déclaration hors délai à l'inspection du travail est encourue.

4. En cas de manquement à l'obligation de fournir la preuve de déclaration prévue à l'article L.1262-2-1 du code du travail, une pénalité de 5 000 € par jour calendaire à compter du début du détachement et par omission de déclaration ou déclaration hors délai à l'inspection du travail est encourue.

Les pénalités visées au présent article sont appliquées à compter de la constatation de l'infraction jusqu'à la régularisation de la situation. A défaut de régularisation de la situation dans les trente jours suivant le constat de l'infraction, le marché pourra être résilié sans indemnité et aux torts exclusifs du titulaire.

6.5 Pénalité en cas de non-respect des obligations relatives aux salariés détachés

En cas de manquement à l'une quelconque des obligations législatives et réglementaires en vigueur relatives aux salariés détachés par une entreprise non établie en France, le titulaire est passible d'une pénalité de 1000 € par infraction constatée et par jour, sans mise en demeure préalable.

Les pénalités visées au présent article sont appliquées à compter de la constatation de l'infraction jusqu'à la régularisation de la situation. A défaut de régularisation de la situation dans les trente jours suivant le constat de l'infraction, le marché pourra être résilié sans indemnité et aux torts exclusifs du titulaire.

6.6 Pénalités en cas d'absence aux réunions de chantiers

En cas d'absence aux réunions, le titulaire encourt une pénalité fixée à 150 € HT. Le titulaire est tenu d'assister aux rendez-vous de chantier provoqués par la Société des grands projets, ou d'y déléguer un agent ayant pouvoir pour engager l'entrepreneur, et de donner sur le champ, les ordres nécessaires aux agents de l'entreprise sur le chantier.

La présence de tous les entrepreneurs convoqués aux rendez-vous de chantier est indispensable à la coordination que requiert la bonne marche des travaux. L'absence d'un entrepreneur ou son remplacement par des personnes insuffisamment qualifiées à quelque titre que ce soit, entraîne la responsabilité de l'entrepreneur défaillant, et mention du fait en est portée sur le rapport de chantier. Pour toute absence injustifiée ou retard supérieur à 15 minutes à un rendez-vous de chantier ou présence d'une personne insuffisamment qualifiée, le titulaire encourt une pénalité par entrepreneur absent, du montant indiqué ci-dessus.

7 SOUS-TRAITANCE

7.1 Généralités

Conformément aux dispositions relatives à la sous-traitance dans le code de la commande publique, le titulaire du marché peut recourir à de la sous-traitance pour l'exécution des travaux.

La sous-traitance totale de l'ensemble des travaux dévolus au titulaire est strictement interdite.

Le titulaire, qui veut en sous-traiter une partie, doit présenter une demande écrite à la SGP d'accepter chaque sous-traitant et d'agréer ses conditions de paiement.

Dès la signature de l'acte spécial constatant l'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement, la SGP notifie au titulaire et à chacun des sous-traitants concernés l'exemplaire de l'acte spécial qui leur revient. Dès réception de cette notification, le titulaire fait connaître à la SGP le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant.

7.2 Sous-traitance directe

Lors de sa demande écrite à la SGP d'accepter chaque sous-traitant et d'agréer ses conditions de paiement, le titulaire présentera un dossier de sous-traitance, qui comprendra les pièces suivantes :

- Le formulaire DC4 « Déclaration de sous-traitance » conforme au modèle joint en annexe 2 à l'Acte d'Engagement (ou conforme à tout nouveau modèle notifié au Titulaire pendant l'exécution du Marché) ainsi que l'attestation sur l'honneur du sous-traitant, complété et signé par les parties, et comportant tous les éléments demandés ;
- Un dossier technique faisant apparaître :
 - Les capacités financières, techniques et professionnelles (notamment la liste des moyens humains et matériels/outillages, ainsi qu'une liste la plus exhaustive possible des références du sous-traitant présenté pour des prestations de même nature que ceux sous-traités) ;
 - Le cas échéant, les certificats de qualification professionnelle demandée dans le Règlement de Consultation à savoir :
 - Certificats de qualifications du personnel H1T ou équivalents ;
 - Certificat QUALIBAT 1113 ou des références équivalentes ;
 - QUALIBAT 1552 « Traitement de l'amiante », ou AFAQ-ASCERT ou GLOBAL ou toute qualification équivalente
 - L'Autorisation d'Intervention à Proximité des Réseaux (AIPR) délivrée par un organisme formateur agréé et reconnu par le ministère (MTES) ou équivalent.
 - Une attestation d'assurance civile et décennale correspondant aux polices souscrites par le titulaire du marché pour la partie sous traitée ;
 - Un document relatif à la capacité de la personne habilitée à engager l'entité concernée ;
 - Une attestation sur l'honneur dument signée par le sous-traitant et justifiant qu'il n'est pas placé dans un cas d'exclusion mentionnée par les dispositions législatives du code de la commande publique ; (modèle fourni en annexe au formulaire DC4 - Attestation sur l'honneur du sous-traitant) ;
 - Une attestation de régularité fiscale en cours de validité ;
 - Une attestation de vigilance prévue à l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale en cours de validité ;
 - Une déclaration sur l'honneur d'absence de conflit d'intérêts (modèle fourni en annexe au formulaire DC4 - Déclaration d'absence de conflit d'intérêts) ;
 - Un certificat délivré par les caisses de congés payés compétentes en cours de validité ou une attestation de non-affiliation ; (modèle d'attestation de non-affiliation fourni en annexe ou au formulaire DC4 - Attestation de non-soumission à certaines obligations de cotisation) ;
 - Un certificat de cotisation retraite délivré par l'organisme ProBTP en cours de validité ou une attestation de non-affiliation ; (modèle d'attestation de non-affiliation fourni en annexe ou au formulaire DC4 - Attestation de non-soumission à certaines obligations de cotisation) ;

Pour les entreprises étrangères concernées par le détachement :

- La liste nominative des salariés étrangers ou attestation de non-emploi en cours de validité,
- L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le téléservice « SIPSI » du ministère chargé du travail et le formulaire concernant la législation de sécurité sociale,
- L'attestation sur l'honneur du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues par le code du travail, concernant les salariés détachés ou d'absence d'amende.

Le dossier de déclaration de sous-traitance complet décrit ci-dessus est, sous peine d'irrecevabilité, transmis par courrier électronique, simultanément, aux destinataires suivants :

- à l'adresse électronique fournisseurs.exe@sgp.fr;

- à l'adresse électronique du gestionnaire de marché et du contract manager de la Société des grands projets ;
- à l'adresse électronique du Maître d'œuvre ;
- à l'adresse électronique du CSPS.

La SGP dispose d'un délai de vingt et un (21) jours pour accepter ou non le sous-traitant et agréer les conditions de paiement, délai qui court à compter de la réception du dossier complet. A l'issue de ce délai, le silence du Maître d'ouvrage vaut acceptation du sous-traitant et des conditions de paiement.

Dans l'hypothèse où ce dossier est incomplet ou jugé irrecevable, le maître d'œuvre, ou la SGP en informe le Titulaire. Le délai de vingt et un (21) jours est alors suspendu et la réception par la SGP du dossier modificatif ou complémentaire fait courir un nouveau délai de vingt et un (21) jours.

Le montant ainsi que la nature des prestations confiées au sous-traitant doivent clairement apparaître dans le formulaire DC4.

Le montant des prestations sous-traitées doit être établi sur la base des conditions économiques des prix du Marché (mois zéro « m0 » défini à l'Acte d'engagement).

Si, au cours de la vie du Marché, l'étendue des prestations confiées au sous-traitant est modifiée :

- À la hausse : le Titulaire doit transmettre un acte spécial modificatif conforme au modèle DC4 transmis par la SGP, et dans les mêmes conditions que pour l'acte spécial initial.
- À la baisse : le Titulaire doit transmettre, en sus de l'acte spécial modificatif conforme au modèle DC4 transmis par la SGP, et dans les mêmes conditions que pour l'acte spécial initial, une attestation du sous-traitant acceptant expressément cette modification du montant.

Modalités de paiement direct

Les sous-traitants doivent préalablement à leurs prestations être déclarés et agréés par la SGP (formulaire DC4) conformément aux dispositions du présent article.

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom de la SGP au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé. Le titulaire dispose d'un délai de quinze jours à compter de la signature de l'accusé de réception ou du récépissé pour donner son accord ou notifier un refus, d'une part, au sous-traitant et, d'autre part, à la SGP (ou à la personne désignée par elle dans le marché).

Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement à la SGP (ou à la personne désignée par elle dans l'accord-cadre), accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.

Conformément à l'article R.2193-16 du code de la commande publique, lorsque le sous-traitant utilise le portail public de facturation mentionné à l'article 5.2 du présent document, il y dépose sa demande de paiement sans autre formalité. Le titulaire dispose de quinze (15) jours à compter de ce dépôt pour accepter ou refuser la demande de paiement sur ce portail.

La SGP (ou la personne désignée par elle dans le marché) adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

La SGP procède au paiement du sous-traitant dans le délai prévu dans le présent document. Ce délai court à compter de la réception par la SGP de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de quinze (15) jour mentionné au présent article, pendant ce délai, le titulaire n'a

notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par la SGP de l'avis postal mentionné au troisième alinéa.

La SGP informe le titulaire des paiements qu'elle effectue au sous-traitant.

7.3 Sous-traitance indirecte

Dans l'hypothèse d'une sous-traitance indirecte, appelée aussi sous-traitance de second rang et plus, le titulaire transmet à la Société des grands projets pour acceptation et agrément :

- Une déclaration de sous-traitance conforme au modèle joint à l'acte d'engagement, correctement complétée, datée et signée ;
- Accompagnée de l'ensemble des pièces demandées à l'article 7.2 ci-dessus ;
- Ainsi qu'une copie de la caution personnelle et solidaire que le sous-traitant donneur d'ordre a l'obligation de fournir à son sous-traitant pour lui garantir ses conditions de paiement.

Si, au cours de la vie du marché, l'étendue des prestations confiées au sous-traitant de second rang et plus est modifiée, le titulaire doit transmettre une déclaration de sous-traitance modificative, accompagnée de la caution personnelle et solidaire complémentaire, et dans les mêmes conditions que pour la déclaration de sous-traitance initiale.

8 RECEPTION DES TRAVAUX

La réception est l'acte par lequel la Société des grands projets accepte, le cas échéant avec ou sans réserve, l'ouvrage exécuté.

Par dérogation à l'article 41.1 du CCAG-Travaux, le Maître d'œuvre procède aux opérations préalables à la réception (OPR) dans un délai de 20 jours à compter de l'achèvement des travaux en présence du Titulaire préalablement convoqué. Le Titulaire n'est toutefois pas dispensé d'aviser, à la fois, la Société des grands projets et le maître d'œuvre, par écrit, de la date à laquelle il estime que les travaux ont été achevés ou le seront.

Si à l'issue des opérations préalables à la réception mentionnées à l'article 41.1 du CCAG-Travaux, la réception ne peut être prononcée, la date d'achèvement des travaux est repoussée, le titulaire restant responsable de ce report et des conséquences sur le délai global de l'opération et susceptibles de l'application des pénalités.

Par dérogation à l'article 41.1.3 du CCAG-Travaux, en aucun cas la réception ne pourra être réputée acquise à défaut de la fixation d'une date des OPR par le Maître d'œuvre.

Par dérogation à l'article 41 du CCAG-Travaux, lorsque la réception est assortie de réserves, le titulaire concerné doit remédier aux imperfections ou malfaçons constatés dans le procès-verbal des opérations préalables à la réception dans le délai indiqué au procès-verbal ou à défaut sous 1 mois. A l'issue de ce délai, une nouvelle procédure de réception est organisée.

Au cas où ces travaux ne seraient pas faits dans le délai prescrit, la Société des grands projets peut les faire exécuter aux frais et risques du titulaire après une mise en demeure restée infructueuse.

Par dérogation à l'article 12.4.2 du CCAG-Travaux, lorsque la réception est prononcée avec et sous

réserves et que les réserves ne sont pas levées au moment de la demande paiement du solde, la Société des grands projets ne procède à ce dernier qu'après la levée de la dernière des réserves. Dans le cas où la levée des réserves est confiée à une autre entreprise, le paiement du solde n'interviendra qu'après règlement définitif du nouveau marché. Il intégrera le montant des sommes engagées pour la réalisation des travaux nécessaires à la levée des réserves à la réception.

Par dérogation à l'article 41 du CCAG-Travaux, la réception est opérée uniquement par la Société des grands projets et il ne peut y avoir de réception tacite de la part de ce dernier. Celle-ci est obligatoirement expresse.

9 OBLIGATION DU TITULAIRE EN MATIERE DE COMMUNICATION

Cet article définit les obligations du Titulaire en matière de communication projet et chantier.

9.1 Interlocuteur

Le titulaire nomme un correspondant communication dont l'identité est notifiée à la SGP, maitre d'ouvrage, à la notification du marché.

Tout changement doit être notifié au MOA dans un délai d'une semaine.

Ce correspondant, interlocuteur de la Direction de la communication SGP :

- assure l'interface avec le référent désigné par la Direction de la communication de la SGP ;
- dispose d'une disponibilité suffisante pour assurer toutes les missions ;
- dispose des pouvoirs suffisants pour prendre toute décision ou engager toute action qui est nécessaire en matière de communication.

9.2 Réunion de lancement

Dans les jours qui suivent la notification, le Titulaire organise une réunion dédiée à la communication à laquelle participe le correspondant et le référent communication de la SGP. Cette réunion a notamment pour objet de définir le plan d'action en matière de communication, élaboré conjointement en fonction de l'emplacement, de la nature des travaux menés et de leur durée.

Le Titulaire réalisera un compte-rendu de cette réunion qui fera office de relevé de décision, dans un délai de 2 jours ouvrés à compter de la fin de la réunion.

9.3 Obligations du Titulaire

Dans tous les cas, le dispositif minimum à déployer par le Titulaire prévoit l'affichage sur les clôtures/palissades délimitant le chantier du panneau « permis de démolition » selon la charte graphique Grand Paris Express (annexe 8 du CCTP).

Le Titulaire est responsable de :

- la conception du panneau selon le gabarit fourni par la SGP,
- la fabrication du panneau
- la pose/affichage.

En fonction du relevé de décision de la réunion de lancement, le Titulaire pourra avoir la charge de :

- Distribuer 1 ou des courriers d'information (Info flash type lettre A4 recto verso) dans les boîtes aux lettres pour prévenir les riverains (habitants, commerçants et entreprises) des futures perturbations : ces lettres doivent être transmises pour validation à la SGP avant diffusion et des exemplaires justificatifs (papier et/ou numériques) remis à la SGP. Un gabarit Word est transmis au titulaire par la SGP au lancement du marché. Il aura en charge la programmation de ces documents, leur conception (rédaction des textes et mise en page), leur impression et leur diffusion (boitage) sur un périmètre à définir en concertation avec la SGP. La distribution de l'Info flash devra être réalisée 5 jours ouvrés minimum avant la perturbation. Le titulaire fournira un rapport de diffusion du courrier.
- Réaliser un guidage en cas de perturbation ou modification des itinéraires piétons : le titulaire est responsable de la production et mise en place de panneaux de signalétique (selon les gabarits fournis par la SGP) et en concertation avec la SGP (validation du plan). Des panneaux routiers peuvent également être mis en place sur un périmètre imposé par la SGP.
- Poser sur les clôtures/palissades délimitant le chantier un panneau d'information sur les travaux menés. Cette opportunité sera appréciée strictement par la SGP à l'occasion de la réunion de lancement. Le cas échéant, la SGP fournira la maquette du panneau. Le titulaire aura en charge la fabrication et la pose (format 1800x950cm).

L'ensemble des panneaux (panneau permis de démolir, guidage/fléchage, panneau d'information) devra faire l'objet d'une vérification quotidienne et d'un entretien par le titulaire en cas de dégradation.

10 CONFIDENTIALITE

Cet article complète l'article 5.1 du CCAG-Travaux.

Le titulaire et le cas échéant l'ensemble des membres du groupement, et les sous-traitants qui à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs notamment à l'objet du marché, aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du titulaire, de la Société des grands projets, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Ces informations, documents ou éléments ne peuvent, sans autorisation, être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché.

Le titulaire et la Société du Grand Paris s'engagent, chacun pour sa part, à ne divulguer aucune information confidentielle qui, émanant de l'autre partie, pourrait parvenir à leur connaissance à l'occasion de l'exécution du marché.

11 ASSURANCES

11.1 Assurances à souscrire par le Titulaire et à ses frais

11.1.1 Assurance de Responsabilité civile professionnelle :

Le Titulaire est responsable de tous les dommages résultant de ses actes, de ses biens et des personnes dont il est responsable, notamment de ses sous-traitants, que ces dommages surviennent en cours d'études, durant les travaux ou après l'achèvement de ceux-ci.

La réception partielle ou totale des ouvrages est sans préjudice des obligations et responsabilités du Titulaire en cas de dommages aux tiers survenant après l'achèvement des travaux.

Le Titulaire doit justifier de la souscription d'une police de Responsabilité civile en vigueur à l'époque des travaux et/ou de sa mission.

Cette police a pour objet de garantir les conséquences pécuniaires des responsabilités pouvant lui incomber au titre des dommages corporels, matériels et/ou immatériels consécutifs ou non, causés aux tiers, y compris au Maître d'ouvrage, de son fait ou de celui de ses sous-traitants du fait de l'exécution du Marché.

La police d'assurance de Responsabilité civile doit comporter, pour le Titulaire, au minimum, une garantie à concurrence des montants ci-après :

- **Responsabilité civile en cours de travaux** : 7 500 000 € par sinistre tous dommages corporels, matériels et immatériels confondus
- **Responsabilité civile après réception** : 7 500 000 € par année tous dommages corporels, matériels et immatériels confondus,
- **Responsabilité atteinte accidentelle à l'environnement** : 3 000 000 € par année pour les risques liés au désamiantage
- **Responsabilité civile amiante** : 5 000 000 € par sinistre
- **Responsabilité civile dommages aux existants/avoisinants** : notre contrat TRC couvrant déjà cette partie à hauteur de 5 000 0000 €, le titulaire devra s'assurer au-delà de ce montant en « seconde ligne »

En cas de groupement conjoint, cette exigence minimum s'entend par membre du groupement.

En cas de groupement solidaire, le groupement peut justifier d'une police de groupement. Cette police de groupement doit permettre le respect par le groupement des niveaux de couverture précités par sinistre.

Si le Titulaire a souscrit habituellement des montants de garanties supérieurs, il s'engage à les conserver pour le Marché et à communiquer les attestations d'assurances comportant ces montants dans leur intégralité.

Le Maître d'ouvrage ayant souscrit une garantie Risques chantier (RC) 1ère ligne au titre d'une extension de la police Tous risques chantier (TRC), les assurances ci-dessus interviendront en complément de limites ou de conditions de cette garantie.

11.1.2 Attestation d'assurance

Le Titulaire doit être en mesure de justifier qu'il a souscrit un contrat d'assurance le couvrant pour ses responsabilités.

Le Titulaire est tenu de fournir au Maître d'ouvrage, à la notification du Marché puis chaque année pendant toute la durée des travaux et ce avant le 1er février de l'année en cours, une attestation d'assurance de sa compagnie d'assurance, ou de toute personne habilitée, indiquant que la police ci-dessus est en vigueur au titre de l'exercice et que les primes y afférents sont dûment réglées.

Cette attestation d'assurance doit préciser l'identité de la compagnie ou de la mutuelle d'assurance, le numéro de la ou des polices, le montant des capitaux garantis par catégorie de risque, le montant des franchises, et l'acceptation de couvrir le Titulaire au titre du Marché (à désigner dans l'attestation).

L'attestation d'assurance du sous-traitant est à remettre à première demande et dans les mêmes formes et conditions que celles indiquées ci-avant. »

11.2 Assurance de Responsabilité civile décennale « Ouvrages soumis »

Pour les travaux soumis à l'obligation d'assurance édictée par les articles L 241-1 et L 241-2 du code des assurances, le Titulaire s'engage à produire une attestation d'assurance émanant d'une société d'assurance et valable à la date de la Déclaration d'ouverture de chantier (DOC).

Les montants assurés sont au minimum de :

- Entreprises de démolition, gros œuvre, fondations, maçonnerie, clos couvert, étanchéité, corps d'état techniques : 10 000 000 € par sinistre.
- Corps d'état secondaires : 6 000 000 € par sinistre.
- En cas d'entreprise générale (tous corps d'état) : 15 000 000 € par sinistre.

Le Titulaire s'engage à produire une attestation définitive portant également les mentions suivantes : l'identité de la compagnie ou de la mutuelle d'assurance ; les numéros, type et date d'effet du ou des contrats ; les qualifications, missions/activités, nature des travaux garantis ; la nature et les montants des garanties accordées (montants précités à l'article 12.1).

L'attestation doit être nominative de chantier et préciser le nom du Maître d'ouvrage, l'adresse du chantier, le coût total de construction (travaux + honoraires), la nature et le montant du Marché ; et sans application de la règle proportionnelle.

11.2.1 Assurance de Responsabilité civile décennale « Ouvrages non-soumis »

Pour les ouvrages non soumis à l'obligation d'assurance, il n'est pas imposé la souscription d'une police pour les besoins du Marché.

Toutefois si le Titulaire était déjà assuré pour ces travaux ou souscrivait une police de son propre chef, il s'engage alors à remettre les attestations d'assurances correspondantes au Maître d'ouvrage.

11.3 Assurances souscrites par le Maître d'ouvrage et à ses frais

11.3.1 Assurance Tous risques chantier (TRC)

a) Assurance de dommages aux travaux en cours de construction

L'opération de construction fait l'objet d'un contrat « Tous risques chantier » (TRC), souscrit par le Maître d'ouvrage, destiné à garantir les dommages matériels pouvant survenir aux ouvrages neufs en cours de construction.

Cette assurance est souscrite par le Maître d'ouvrage tant pour son compte que pour le compte des intervenants et s'exerce sans recours sur ses derniers et leur(s) assureur(s).

Le Maître d'ouvrage informe le Titulaire de la souscription de cette police et de son contenu qui comporte au minimum les éléments suivants :

- biens assurés : les travaux neufs c'est-à-dire tous travaux et biens compris dans les marchés et destinés à devenir partie intégrante de l'ouvrage ;
- événements assurés : tout dommage matériel aux travaux neufs, résultant notamment d'un événement naturel, d'un effondrement, d'un choc d'engin, d'un vice de conception, de montage, de matière, vol, vandalisme, actes de terrorisme... ;
- ainsi que les garanties complémentaires couvrant les frais consécutifs à ces dommages pour réparer l'ouvrage : frais de déblais, mesures conservatoires, frais d'accélération, frais de transport, honoraires d'expert et « hommes de l'art » ou menace grave et imminente d'effondrement, frais de réparation provisoire, dans des limites de montants qui seront communiqués au Titulaire.

Les principales exclusions sont, sans que cette liste soit limitative : les pertes ou dommages occasionnés par la guerre civile ou étrangère ; les risques nucléaires ; les coûts supplémentaires liés aux améliorations apportées à l'ouvrage ; les pertes de jouissance ; les préjudices immatériels ainsi que les pénalités contractuelles ; les dommages aux engins, matériels, outillages, installations de chantier (couverts par le constructeur) ; les dommages causés intentionnellement par les représentants légaux de l'assuré ou avec leur complicité.

Il est précisé que les engins, installations de chantier et matériels de l'entreprise ne sont pas assurés.

Le paiement de la prime de cette assurance n'incombe pas au Titulaire.

Les franchises prévues dans les conditions particulières du contrat en cas de réalisation d'un sinistre seront supportées intégralement par les bénéficiaires des indemnités intéressés par ledit sinistre, et ce au prorata du montant des indemnités perçues.

Les franchises seront de 100 000 € pour tous les ouvrages autres que les tunnels et 500 000 € pour ces derniers.

b) Extension d'assurance de Responsabilité civile travaux (RCT)

Le Maître d'ouvrage met en place par extension à la police TRC ci-dessus une assurance de responsabilité civile, souscrite au bénéfice de tous les intervenants y compris les sous-traitants. Son objet est de couvrir

les dommages aux tiers (les intervenants à l'opération de construction n'étant pas tiers entre eux), du fait de la réalisation des travaux.

Le montant assuré est de 5 000 000 € par sinistre, tous dommages confondus, et une franchise de 100 000 € par sinistre, sauf dommages corporels, est applicable et est supportée par le(s) intervenant(s) responsable(s).

Du fait de la souscription de cette garantie de première ligne par le Maître d'ouvrage, les assurances figurant au 13.1.1 ci-dessus interviennent en complément de limites ou de conditions de cette garantie.

Pour la gestion de cette couverture, le Titulaire donne mandat à la SGP et à son assureur ainsi que ses experts pour gérer le sinistre et accepte par avance le paiement des franchises applicables.

11.3.2 Assurance Dommages ouvrage (DO) et Responsabilité civile décennale

En application de la loi n° 78-12 du 4 janvier 1978, de ses décrets d'application et des textes en vigueur à l'époque de la souscription, le Maître d'ouvrage peut souscrire pour son compte exclusif une police Dommages ouvrage (DO).

Le paiement de la prime de ces assurances n'incombera pas au Titulaire.

Toutefois, toute majoration ou surprime qui serait appliquée à cette police du fait du Titulaire ou de ses sous-traitants, par suite d'un défaut de qualification, de prestations sur des travaux ou de procédés relevant des techniques non courantes, d'une insuffisance de garantie, d'un défaut d'assurance, de l'absence d'abrogation de la règle proportionnelle et plus généralement, de toute autre cause invoquée à leur encontre par l'assureur Dommages ouvrage, sera mise à la charge du Titulaire. Dès qu'il sera connu, le montant de ces majorations ou surprimes sera déduit du règlement de la première situation à intervenir.

11.4 Contrat collectif de responsabilité décennale (CCRD)

(Art. A243-1 - Annexe III du code des assurances)

Pour les ouvrages relevant de l'obligation d'assurance de responsabilité civile décennale obligatoire, dont le montant excède quinze millions d'euros TTC, le Maître d'ouvrage souscrit suivant les conditions du marché de l'assurance à la date de souscription, un Contrat collectif de responsabilité décennale (CCRD) destiné à porter collectivement les garanties de responsabilité civile décennale (articles 1792 et 1792-2 du code civil) au-delà des montants minimaux de garanties requis (dont celui visé au paragraphe ci-dessus pour cet intervenant) et fixés aux conditions particulières des polices individuelles de responsabilité civile décennale des « constructeurs » (avec renonciation à recours sur les sous-traitants et leurs assureurs RC Décennale). Le Contrôleur Technique aura aussi la qualité d'assuré.

Le plafond de garantie du CCRD, souscrit par ouvrage soumis, sera égal au coût total de l'opération ou à hauteur d'un premier risque de 150 000 000 €, le montant sera communiqué au Titulaire.

Il est spécifié que les primes afférentes à ce CCRD seront acquittées par le Maître d'ouvrage.

Le Titulaire supporte toute surprime liée éventuelle destinée à couvrir sa Responsabilité civile décennale.

11.5 Dispositions diverses concernant les assurances

Renonciation à recours. – le Titulaire renonce à tout recours envers le Maître d'ouvrage à raison du contenu ou de l'application des polices souscrites par ce dernier.

Surprime. – Toute surprime qui sera appliquée au titre des polices souscrites par le Maître d'ouvrage, sera répercutée au Titulaire dès lors que ce dernier est à l'origine de celle-ci.

Mandat. – Le simple fait, pour le Titulaire, d'avoir accepté le Marché donne mandat au Maître d'ouvrage de souscrire un contrat collectif de responsabilité décennale dans les conditions de l'article 13.2.3 ci-dessus.

Responsabilités. – Il est précisé que les garanties souscrites par le Maître d'ouvrage au profit de l'ensemble des intervenants à l'acte de construire sont accordées selon les clauses et conditions (en particulier de délimitation de montant de garantie, de franchise et d'exclusions) des polices effectivement souscrites et que la souscription, par le Maître d'ouvrage, de ces garanties n'exonère en aucune façon le Titulaire de ses risques et responsabilités et ne le dispense pas de souscrire les assurances complémentaires qu'il jugerait nécessaires. Le Titulaire est seul juge de la nécessité de conserver ses propres garanties.

De même, les garanties souscrites par le Maître d'ouvrage n'apportent aucune modification aux responsabilités encourues par le Titulaire ; celui-ci s'interdit donc tous recours à l'encontre du Maître d'ouvrage eu égard notamment au contenu et au fonctionnement des polices mises en place par ce dernier.

En cas de couverture insuffisante ou d'absence de couverture du Titulaire ou de l'un de ses sous-traitants, constatée lors de la notification du Marché ou au cours de son exécution, le Maître d'ouvrage se réserve le droit soit d'exiger de l'intervenant défaillant la souscription d'une assurance complémentaire, soit de souscrire ladite assurance pour son compte et celui de ses sous-traitants. Lorsque le Maître d'ouvrage souscrit une assurance complémentaire pour le compte du Titulaire, le montant de la cotisation correspondante sera déduit du montant du marché de l'intervenant concerné.

Assurances du matériel. – Le Titulaire fait sa propre affaire de l'assurance de son matériel d'entreprise ; il s'engage à renoncer à tous recours contre le Maître d'ouvrage et, en cas de dommages à ses propres biens, il s'engage également à obtenir de ses assureurs pareille renonciation.

Communication. – Sur simple demande du Maître d'ouvrage, le Titulaire est tenu de présenter, le cas échéant, ses polices et en tout état de cause ses attestations d'assurances, lesquels précisent les éléments requis et rappellent que tous les avenants, modifications ou résiliation seront signalés au Maître d'ouvrage préalablement à leur entrée en vigueur.

Gestion des sinistres. – Le Titulaire s'engage à apporter toute collaboration dans la gestion des sinistres

12 MODIFICATIONS RELATIVES AU TITULAIRE ET INTERVENANT EN COURS D'EXECUTION DU MARCHÉ

Cet article complète les stipulations de l'article 3.4.2 du CCAG-Travaux.

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à la Société des grands projets les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager, conformément à l'article 1.7 du présent document ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;

- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;
- et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

En cas de changement dans le contrôle du titulaire, le titulaire doit informer la Société des grands projets changement par lettre recommandée avec accusé de réception dans les quinze (15) jours de sa survenance.

En cas de changement de contrôle, la Société des grands projets peut résilier le marché avec un effet immédiat et sans que le titulaire ne puisse prétendre à aucune indemnité dès lors que cette modification est susceptible :

- D'entraîner des modifications dans les conditions d'exécution des prestations par le titulaire ;
- D'affecter la capacité du titulaire à exécuter les prestations ;
- D'entraîner des conflits d'intérêts ou une incompatibilité entre le présent marché et d'autres marchés de la SGP dont le nouveau titulaire serait partie prenante ;
- D'aboutir à un contournement des règles d'attribution ayant prévalu à l'attribution du présent marché.

13 CESSION DU MARCHÉ

Toute cession des droits et obligations que le titulaire détient au titre du marché est formellement interdite sans l'accord préalable et express de la Société des grands projets.

Que ce soit dans une des situations visées à l'article R2194-6-2° du code de la commande publique ou dans toute autre situation, cette cession pourra intervenir, avec accord express de la Société des grands projets, uniquement si :

- elle n'est pas de nature à entraîner une remise en cause des éléments essentiels du marché, et que
- elle n'est pas effectuée dans le but de soustraire le marché aux obligations de publicité et de mise en concurrence, et que
- le cessionnaire présente des garanties professionnelles et financières suffisantes pour assurer la bonne exécution du marché et ainsi remplir les conditions qui avaient été fixées par la SGP pour la participation à la procédure de passation du marché initial.

Sous réserve du respect de l'ensemble de ces conditions, la cession du marché sera formalisée par la signature d'un avenant de transfert entre la SGP, le cédant et le cessionnaire accompagné de l'ensemble des documents justificatifs nécessaires.

14 PROHIBITION DES ENTENTES

Il est rappelé au titulaire du marché que l'article L.420-1 du Code de commerce prohibe les ententes, notamment lorsqu'elles tendent à faire obstacle à la fixation des prix par le libre jeu du marché.

En conséquence, la Société des grands projets rejettera les offres élaborées sur la base d'une entente, et en tout état de cause, si elle soupçonne l'existence de pratiques illicites au regard du droit de la concurrence, saisira l'Autorité de la concurrence ; elle engagera, le cas échéant, la responsabilité des entreprises

concernées et demandera réparation des agissements dolosifs qui l'auraient conduite à contracter à des conditions désavantageuses.

Par ailleurs, le titulaire du marché qui aura fait l'objet d'une procédure liée à la détection d'une entente sera automatiquement évincé du marché.

15 CONFLIT D'INTERETS

Le titulaire (et les cotraitants du groupement titulaire) s'engage(nt), en toute circonstance, à maintenir rigoureusement son (leur) indépendance d'analyse, de jugement et d'action.

Le titulaire s'engage à éviter tout conflit d'intérêts pouvant exister entre ses intérêts matériels ou moraux et ceux de la Société des grands projets. Pendant toute la durée du présent marché, le titulaire signale à la Société des grands projets, dès qu'il en a connaissance, toute situation le concernant susceptible de créer ou d'aboutir à un conflit d'intérêts, même potentiel ou temporaire, avec les intérêts de la Société des grands projets.

Dans le cas où une telle situation est en voie de se présenter, le titulaire soumet à l'approbation de la Société des grands projets les dispositions qu'il se propose de mettre en œuvre de sorte à faire disparaître cette situation.

On entend par « intérêt(s) » tout intérêt familial, sentimental, économique, politique ou autre partagé avec le titulaire, y compris les intérêts professionnels conflictuels.

Par entreprise liée, on entend toute entreprise sur laquelle le titulaire du marché peut exercer, directement ou indirectement, une influence dominante, ou toute entreprise qui peut exercer une influence dominante sur le titulaire du marché ou toute entreprise qui, comme le titulaire du marché, est soumise à l'influence dominante d'une autre entreprise du fait de la propriété, de la participation financière ou des règles qui la régissent. L'influence dominante est présumée lorsqu'une entreprise, directement ou indirectement, à l'égard d'une autre entreprise détient la majorité du capital souscrit de l'entreprise ou dispose de la majorité des voix attachées aux parts émises par l'entreprise ou peut désigner plus de la moitié des membres de l'organe d'administration, de direction ou de surveillance de l'entreprise.

Le titulaire étant personnellement responsable des obligations résultant de la partie du marché qu'il sous-traite, il s'engage à prendre toutes les dispositions utiles et nécessaires pour faire respecter les stipulations du présent article à son(ses) sous-traitant(s).

16 INCOMPATIBILITE

Sans objet.

17 DOCUMENTS A PRODUIRE PAR LE TITULAIRE - PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL

En complément de l'article 6 du CCAG-Travaux, il est rappelé que le titulaire (en cas de groupement titulaire, chaque membre du groupement) doit, à la notification du présent marché, avoir fourni à l'Acheteur :

- **Une déclaration sur l'honneur** précisant que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner mentionnés aux articles L2141-1, L2141-4 et L2141-5 du code de la commande publique, conformément au modèle de l'Acheteur **annexé au présent document**. *(R2143-6 du code de la commande publique)*
- **Au titre des obligations fiscales** : l'**attestation de régularité fiscale** délivrée par l'administration fiscale dont relève le demandeur, qui permet de justifier qu'il est à jour de ses obligations fiscales (paiement de la TVA et de l'impôt sur le revenu ou sur les sociétés). *(R2143-7 du code de la commande publique et articles 1 et 4.I de l'arrêté du 22 mars 2019 NOR : ECOM1830220A modifié par l'arrêté du 17 mars 2021)*

Elle peut être obtenue :

- directement en ligne via le compte fiscal (espace abonné professionnel) pour les entreprises qui sont soumises à l'impôt sur les sociétés et assujetties à la TVA,
- auprès du service des impôts via le formulaire n°3666 pour les entreprises soumises à l'impôt sur le revenu, notamment les entrepreneurs individuels (artisan, auto-entrepreneur...)

Lorsque le titulaire est établi à l'étranger, il produit, en lieu et place des documents énumérés ci-dessus, des certificats établis par les administrations et organismes de son pays d'origine ou d'établissement.

- **Au titre des obligations sociales** : *(R2143-7 du code de la commande publique, article 2 et 4 de l'arrêté du 22 mars 2019 NOR : ECOM1830220A modifié par l'arrêté du 17 mars 2021)*

- L'**attestation de vigilance** prévue à l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale et délivrée par l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions dont relève le titulaire (URSSAF, CGSS, caisses du RSI, MSA...), attestant de la souscription des déclarations sociales et des paiements des cotisations et contributions de sécurité sociale, ainsi que de la régularité de la situation du titulaire au regard de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés prévue aux articles L.5212-2 à L.5212-5 du code du travail. L'attestation de vigilance est délivrée sur le site internet de l'Urssaf ou de l'ACOSS. *(Articles 2.I et 4-2° et 4-3° de l'arrêté du 22 mars 2019 modifié par l'arrêté du 17 mars 2021)*

Cette attestation doit être fournie uniquement pour les marchés d'une valeur égale ou supérieure à 5000€ HT (pour les obligations de déclaration sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale) et doit être produite tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

- Le cas échéant, lorsque le titulaire est soumis à cette obligation, le certificat délivré par les caisses de congés payés compétentes (Caisse Nationale des Entrepreneurs de Travaux Publics - CNETP ou Caisses Régionales) attestant du versement régulier des cotisations légales aux caisses qui assurent le service des congés payés et du chômage intempéries. *(Article 2.III de l'arrêté du 22 mars 2019 modifié par l'arrêté du 17 mars 2021)*

Dans le cas où il n'est pas concerné par cette exigence, le titulaire ou, en cas de groupement titulaire, chaque membre du groupement fournit une déclaration sur l'honneur dûment renseignée et datée par la personne habilitée à engager l'entité attestant qu'il n'est pas soumis à cette obligation dans le cadre de la réalisation des prestations objet du marché, conformément au modèle de l'Acheteur **annexé au présent document**.

- Le cas échéant, lorsque le titulaire est soumis à cette obligation, le certificat de cotisation retraite délivré par l'organisme Pro BTP. *(Article 4-4° de l'arrêté du 22 mars 2019 modifié par l'arrêté du 17 mars 2021)*

Dans le cas où il n'est pas concerné par cette exigence, le titulaire ou, en cas de groupement candidat, chaque membre du groupement fournit une déclaration sur l'honneur dûment renseignée et datée par la personne habilitée à engager l'entité attestant qu'il n'est pas soumis à cette obligation dans le cadre de la réalisation des prestations objet du marché, conformément au modèle de l'Acheteur **annexé au présent document**.

Lorsque le titulaire est établi à l'étranger, il produit, en lieu et place des documents énumérés ci-dessus, des certificats établis par les administrations et organismes de son pays d'origine ou d'établissement.

- Au titre des procédures collectives : le **numéro unique d'identification** délivré par l'INSEE *(tel que notamment numéro SIREN, numéro SIRET, code APE, numéro de TVA intracommunautaire, numéro EORI, Registre du Commerce et des Sociétés, immatriculation au Répertoire des Métiers, ou numéro d'immatriculation au Registre Spécial des EIRL)* permettant à l'Acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais d'un système électronique mentionné au 1° de l'article R. 2143-13 du code de la commande publique. *(R.2143-9 du code de la commande publique)*

Lorsque le titulaire est établi à l'étranger, il produit, en lieu et place de ces documents, un document délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente du pays d'origine ou d'établissement du candidat, attestant de l'absence de cas d'exclusion mentionné à l'article L2141-3 du code de la commande publique. Lorsqu'il est en redressement judiciaire, le candidat produit la **copie du ou des jugements prononcés**.

- Au titre de l'obligation de vigilance relative aux salariés détachés temporairement par une entreprise non établie en France : *(R2143-8 du code de la commande publique et R1263-12 du code du travail)*
 - L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service "SIPSI" du ministère chargé du travail, conformément aux articles R.1263-5 et R.1263-7 du code du travail. Cette obligation concerne également chacun des sous-traitants directs ou indirects du titulaire, et chacune des entreprises exerçant une activité de travail temporaire avec laquelle le titulaire ou un de ces sous-traitants a contracté, et qui détachent des salariés dans les conditions mentionnées aux articles L. 1262-1 et L. 1262-2 du code du travail ;
Les employeurs doivent pouvoir justifier, tout du long du détachement, d'une protection sociale à jour pour chacun des salariés détachés. Ainsi, conformément aux articles R. 1263-3 et R. 1263-12 du Code du travail et de l'article L. 114-15-1 du Code de la sécurité sociale, le titulaire ou son sous-traitant communique à l'Acheteur, avant le début du détachement le formulaire concernant la législation de sécurité sociale applicable prévu par les règlements européens (A1) et les conventions internationales
 - Une attestation sur l'honneur certifiant qu'il s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L.1263-6, L.1264-1, L.1264-2 et L.8115-1 du code du travail, conformément au modèle de l'Acheteur **annexé au présent document**.
- Au titre des obligations relatives à la lutte contre le travail illégal *(R2143-8 du code de la commande publique)*

- Concernant le travail dissimulé (*Articles D8222-5 ou D8222-7 du code du travail*)

➤ Le titulaire doit produire : (*Article D8222-5 du code du travail*)

- L'attestation de vigilance précitée.

- Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :

- a) Le numéro unique d'identification délivré par l'INSEE (*tel que notamment numéro SIREN, numéro SIRET, code APE, numéro de TVA intracommunautaire, numéro EORI, Registre du Commerce et des Sociétés, immatriculation au Répertoire des Métiers, ou numéro d'immatriculation au Registre Spécial des EIRL*) ;
- b) Une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;
- c) Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
- d) Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription ;

➤ Lorsque le titulaire est établi ou domicilié à l'étranger, il produit, en lieu et place des documents énumérés ci-dessus : (*Article D8222-7 du code du travail*)

- Dans tous les cas, les documents suivants :

- a) Un document mentionnant son numéro individuel d'identification attribué en application de l'article 286 ter du code général des impôts. Si le cocontractant n'est pas tenu d'avoir un tel numéro, un document mentionnant son identité et son adresse ou, le cas échéant, les coordonnées de son représentant fiscal ponctuel en France ;
- b) Un document attestant de la régularité de la situation sociale du cocontractant au regard du règlement (CE) n° 883/2004 du 29 avril 2004 ou d'une convention internationale de sécurité sociale et, lorsque la législation du pays de domiciliation le prévoit, un document émanant de l'organisme gérant le régime social obligatoire et mentionnant que le cocontractant est à jour de ses déclarations sociales et du paiement des cotisations afférentes, ou un document équivalent ou, à défaut, une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale.

- Lorsque l'immatriculation du cocontractant à un registre professionnel est obligatoire dans le pays d'établissement ou de domiciliation, l'un des documents suivants :

- a) Un document émanant des autorités tenant le registre professionnel ou un document équivalent certifiant cette inscription ;
- b) Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et la nature de l'inscription au registre professionnel ;
- c) Pour les entreprises en cours de création, un document datant de moins de six mois émanant de l'autorité habilitée à recevoir l'inscription au registre professionnel et attestant de la demande d'immatriculation audit registre.

L'ensemble de ces documents relatif au travail dissimulé est à produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

- Emploi d'étrangers non autorisés à travailler (articles D8254-2 à D8254-5 du code du travail)

Le titulaire produit la liste nominative des salariés étrangers employés par la société et soumis à l'autorisation de travail mentionnée à l'article L. 5221-2 du Code du travail, précisant pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail. (Article D8254-2 du code du travail)

Lorsque le titulaire est établi à l'étranger, il produit la liste nominative des salariés étrangers employés dans les conditions de l'article L. 1262-1 du Code du travail, précisant pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail. (Article D8254-3 du code du travail)

Dans tous les cas, ce document doit être fourni uniquement pour les marchés d'une valeur égale ou supérieure à 5000€ HT et doit être produit tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché. (Article D8254-4 du code du travail)

Pour les entreprises de travail temporaire, la communication de la liste nominative précitée est réputée accomplie lorsque les informations relatives au salarié étranger figurent dans le contrat de mise à disposition conclu avec l'utilisateur. (Article D8254-5 du code du travail)

Dans le cas où il n'est pas concerné par cette exigence, chaque candidat ou, en cas de groupement candidat, chaque membre du groupement fournit une déclaration sur l'honneur dûment renseignée et datée par la personne habilitée à engager l'entité attestant qu'il n'emploie aucun salarié étranger dans le cadre de la réalisation des prestations objet du marché, conformément au modèle de l'Acheteur **annexé au présent document**.

Lorsque les autorités compétentes du pays d'origine ou d'établissement du titulaire ne délivrent pas les documents justificatifs équivalents à ceux mentionnés ci-dessus ou lorsque ceux-ci ne mentionnent pas tous les motifs d'exclusion des marchés publics, ils peuvent être remplacés par une déclaration sous serment ou, dans les pays où une telle procédure n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant une autorité judiciaire ou administrative, un notaire ou un organisme professionnel qualifié de son pays d'origine ou d'établissement. (Article R2143-10 du code de la commande publique)

L'ensemble de ces documents et attestations doit être rédigé en langue française ou être accompagnés d'une traduction en langue française effectuée par un traducteur professionnel.

Pour tous les documents justificatifs devant être mis à jour et transmis pendant toute la durée d'exécution du marché, le titulaire doit impérativement les transmettre via le système électronique de mise à disposition d'informations « **E-Attestations** » utilisé par l'Acheteur.

En tout état de cause, **le titulaire s'engage à obtenir ces mêmes engagements de la part de ses éventuels sous-traitants**. A défaut, l'Acheteur se réserve le droit de ne pas agréer le(s) sous-traitant(s).

En cas de changement de forme juridique de la société, ces documents sont également à produire.

Tout manquement du titulaire à ses obligations pourra entraîner l'application d'une pénalité dans les conditions de l'article 6 du présent marché et/ou la résiliation du présent contrat dans les conditions définies à l'article 18 du présent marché.

18 RESILIATION

Toute décision de résiliation est notifiée au titulaire.

La résiliation s'effectue en application des articles 49 à 54 du CCAG-Travaux, avec les précisions ci-dessous.

18.1 Résiliation pour motif d'intérêt général

La Société des grands projets se réserve la possibilité de résilier de plein droit le marché, pour des motifs d'intérêt général.

Lorsque la Société des grands projets résilie le marché pour un motif d'intérêt général, aucune indemnité de résiliation n'est due au titulaire par dérogation à l'article 50.4 du CCAG-Travaux.

18.2 Résiliation aux torts du titulaire, autres événements, cas particuliers

Si le présent marché est résilié dans l'un des cas prévus à l'article 50.3 du CCAG-Travaux, selon les modalités prévues à l'article 51.2 du CCAG-Travaux, la fraction des prestations déjà accomplies par le titulaire et acceptées par la Société des grands projets est rémunérée avec un abattement de 10 %.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés à l'article R2143-3 du code de la commande publique, le marché peut être résilié aux torts du titulaire sans mise en demeure préalable et sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité.

En cas de refus de produire les pièces requises aux échéances fixées par les dispositions du code du travail prévues à l'article R2143-8 du code de la commande publique, le marché peut être résilié aux torts du titulaire après mise en demeure préalable de produire les pièces dans un délai de quinze (15) jours, restée sans suite, sans indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques. La présente résiliation donne lieu à la réalisation d'un décompte conformément à l'article 51.2 du CCAG-Travaux.

18.3 Exécution aux frais et risques du titulaire

La Société des grands projets peut faire exécuter aux frais et risques du Titulaire, par un tiers les travaux objet du marché :

- Soit en cas d'inexécution, de défaillance par ce dernier,
- Soit en cas de résiliation du contrat prononcée pour faute du titulaire.

S'il n'est pas possible à la SGP de se procurer, dans des conditions acceptables, des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue dans les documents particuliers du contrat, il peut y substituer des prestations équivalentes.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du contrat, résultant de l'exécution des travaux aux frais et risques du Titulaire est à la charge du Titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

19 LANGUE

Tous les documents, factures, correspondances, liés à l'exécution de ce marché doivent être rédigés en langue française.

20 REGLEMENT DES DIFFERENDS

Pour tout différend entre les parties, celles-ci s'obligent à rechercher préalablement un accord amiable.

À défaut, le Tribunal Administratif de Montreuil est le seul compétent, sans préjudice des procédures de saisine du comité consultatif de règlement amiable des litiges, ou de toute autre forme de médiation.

21 DEROGATIONS APPORTEES AU CCAG-TRAVAUX

Les dispositions applicables au présent marché dérogent aux dispositions du CCAG-Travaux dans les conditions qui suivent :

Articles du CCAP		Articles du CCAG-Travaux
1.3	Dérogé	28.1
1.4	Dérogé	18.2.1
2	Dérogé	4.1
3.4	Dérogé	9.4.3
4.3.4	Dérogé	34.1
4.3.5	Dérogé	31.3
4.4.2	Dérogé	36.2.1
5.1	Dérogé	10.1
5.4.1	Dérogé	12.2.2
5.6	Dérogé	12.3.2, 12.4.2 et 12.4.4
5.7	Dérogé	13.5
6.1	Dérogé	14.1.1 et 14.1.3
6.2	Dérogé	19.2
8	Dérogé	12.4.2, 41, 41.1, 41.1.3
18.1	Dérogé	50.4